



200 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1968 VENDREDI 21 MARS 2014

Journée mondiale de l'eau

Plaidoyer pour la pérennisation des ouvrages en milieu rural

Les acteurs en charge du secteur de l'eau ont, au cours d'une table ronde initiée par l'Agence française de développement, évoqué la nécessité pour les pouvoirs publics de former des artisans capables d'assurer l'entretien du matériel mis à la disposition des communautés rurales.

«Presque tous les opérateurs viennent

construire des ouvrages de technologies diverses sans au préalable faire le transfert de ces technologies aux bénéficiaires dans le pays d'accueil», a regretté la représentante du bureau du Congo de l'organisation internationale Eau et assainissement pour l'Afrique, Georgette Ingani.

Page 5



Garantir des installations fiables pour un meilleur accès à l'eau potable en milieu rural

Parti congolais du travail

Gabriel Ondongo prend officiellement ses fonctions



Gabriel Oba-Apounou, Jeanne Françoise Lekomba Loumeto et Gabriel Ondongo

Le nouveau président du Conseil fédéral du Parti congolais du travail de Brazzaville a été installé dans ses fonctions, hier, au cours d'une cérémonie présidée au siège du PCT à Mpila par Jeanne Françoise Le-

komba Loumeto, déléguée du secrétariat permanent du Bureau politique de la principale formation de la majorité présidentielle. Gabriel Ondongo a notamment remercié son prédécesseur,

Gabriel Oba-Apounou, pour le travail accompli, tandis que la présidente de séance invitait les dirigeants du parti à préserver la collégialité de leur instrument de combat.

Page 24

POKOLA

Un gorille en errance attire les curieux

Une présence signalée, depuis quelque temps, d'un gorille en errance dans la cité industrielle de Pokola, dans le département de la Sangha a suscité, de la part des autorités locales, une mobilisation en vue de préserver cette espèce intégralement protégée.

En vue de faciliter la mobilité de la population, les autorités locales ont mis en place un comité de crise chargé de prendre attache avec la brigade de l'Économie forestière et les ONG (Progepp et WCS) œuvrant pour la protection de primates.

Page 6

ACTION HUMANITAIRE

La Croix rouge congolaise à l'heure des défis pour son autonomie



Christian Sédar Ndinga, président national de la Croix rouge (au centre)

Cinquante ans après sa création, en février 1964, la Croix rouge congolaise fait encore face à plusieurs défis qui rendent peu efficace son action en tant qu'acteur de référence dans le domaine de l'action humanitaire.

En effet, avec environ 14000 cadres et volontaires, cette

institution peine à réaliser son idéal de couvrir, par elle-même, ses besoins en tant que structure autonome.

Page 24

ÉDITORIAL
Vérité

Page 2

ÉDITORIAL

La vérité

Il est rare, dans le champ politique, que la vérité dont il est ici question soit plaisante, mais elle doit toujours être regardée en face car l'enjeu du débat dépasse de très loin les personnalités qui s'affrontent dans l'arène. Cela pour dire que, dans le moment présent, l'opposition congolaise ferait bien de ne plus contempler son nombril, de s'interroger sur son rôle dans la société et de tirer les conclusions qui surgiront du travail d'introspection que l'approche des échéances électorales rend aujourd'hui indispensable.

La principale faiblesse de notre jeune démocratie est, en effet, l'inexistence de l'opposition, la dispersion de ses différentes composantes, la vacuité de ses programmes, le peu de charisme de ses dirigeants, l'extrême faiblesse de sa présence sur le terrain. Autant de défauts qui empêchent les opposants de se poser comme une alternative à la majorité présente et qui les maintiennent dans une impasse dont on voit mal a priori ce qui pourrait les sortir.

La guerre des ego étant ce qu'elle est, il n'est pour l'opposition congolaise qu'une seule façon d'échapper au nouveau désastre électoral qui se profile pour elle à l'horizon : bâtir un programme de gouvernement digne de ce nom, puis coaliser autour de ce programme les hommes et les femmes qui brigueront demain les suffrages des électeurs. Une telle tâche est certes difficile, mais elle n'est pas impossible si les personnalités en lice décident de réfléchir ensemble au devenir de notre pays et de proposer de nouvelles voies pour l'accession du Congo au développement durable.

Se contenter, comme le fait présentement l'opposition, de rejeter les actions de la majorité présidentielle sans proposer aux citoyens un véritable programme de gouvernement ne saurait convaincre les électeurs de voter pour ses candidats. Lancer en revanche de nouvelles idées et proposer des stratégies inédites pour moderniser la société congolaise lui permettrait à coup sûr de gagner l'estime d'une partie non négligeable de l'opinion publique et, par conséquent, de franchir une étape décisive sur la voie du pouvoir qu'elle brigue.

Ses leaders sont-ils assez sages, assez lucides, assez intelligents comme toute, pour le comprendre?

Les Dépêches de Brazzaville

ÉLECTIONS LOCALES 2014

Le Pnud s'engage à former 200 observateurs nationaux

Il s'agit de l'une des recommandations de l'atelier de formation que le Pnud a organisé, du 17 au 18 mars à Brazzaville, à l'endroit des acteurs intervenant dans le processus électoral congolais.



Les participants à l'atelier de formation

L'un des formateurs, Doudou Dia, directeur exécutif de l'Institut panafricain Gorée du Sénégal, spécialisé dans les questions électorales et la prévention des conflits électoraux, l'a fait savoir au terme des travaux. « Nous avons été mandatés par le Pnud dans le cadre d'un projet d'accompagnement du processus électoral au Congo. Ce processus va de mars 2014 jusqu'aux élections locales prévues pour le mois de juin. L'objectif est de former 200 observateurs venus essentiellement de la société civile », a expliqué Doudou Dia. Il a, par ailleurs, poursuivi qu'une unité de monitoring des médias, composée de 22 journalistes, a été mise en place, en partenariat avec le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC). « Les moniteurs, constitués essentiel-

lement des journalistes, seront déployés sur le terrain afin de remonter les informations au niveau du Conseil supérieur de la liberté de communication », a ajouté l'expert. La formation était également axée sur l'administration électorale. Dans ce cadre, il a expliqué : « Nous avons eu à former les membres de la Cour constitutionnelle, ceux du Conseil supérieur de la liberté de communication, de la Direction générale des affaires électorales, les cadres du ministère de l'Intérieur et de la Commission nationale d'organisation des élections, ceux des partis politiques et de la société civile. »

Cette formation, a renchéri l'orateur, a permis aussi de présenter un aperçu large sur les principes et normes internationaux en

termes d'élections et de voir le fonctionnement et la responsabilité de chaque partie prenante, ainsi que leurs interactions.

Durant cette formation, un réseau d'organisation de la société civile intervenant dans le domaine des élections a été créé. « Nous pensons que la société civile est un maillon important dans le processus électoral car elle est le tampon naturel entre les populations et les pouvoirs publics. À ce sujet, nous avons mis en place une superstructure qui regroupe l'essentiel des réseaux et des organisations de la société civile congolaise œuvrant dans le domaine des élections. L'idée ici est de voir comment harmoniser les stratégies d'intervention et les initiatives de chacun », a conclu Doudou Dia.

Tiras Andang

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoulou
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétaire : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE

Un personnel qualifié dans le secteur minier en gestation

Afin d'identifier et d'estimer les besoins en personnel technique qualifié capable d'œuvrer dans l'exploitation des mines, le Fonds d'appui à coût partagé (FACP), unité opérationnelle du Projet d'appui à la diversification économique (Pade), se propose de s'appuyer sur la Fédération des mines pour mener des actions plus concrètes.

La décision de créer un groupe de réflexion a été prise à l'issue d'un échange qui a regroupé les représentants de la direction générale des Mines, de la Fédération des mines et les structures de formation technique et professionnelle. « Nous allons prendre appui sur la Fédération des mines. Elle est déjà organisée. C'est le moyen pour nous d'exercer une attraction sur le reste des acteurs qui interviennent, car on ne peut pas s'éparpiller sur toute la République pour aller chercher les acteurs », a déclaré le responsable du programme formation du FACP, le Dr Jeannin Ndamba.

Cette initiative servira à définir le cadre de collaboration entre les entreprises du secteur, les structures de formation et le FACP, qui peuvent proposer des offres de formation capables de doter, à court et moyen termes, les entreprises d'un personnel technique qualifié.

En effet, le secteur minier, y compris la sous-traitance, a été iden-

tifié par le FACP comme un gisement d'emplois, compte tenu du nombre de permis d'exploitation et de recherche minières. Cependant, en se développant, il risque d'être confronté à un manque de ressources humaines qualifiées qui pourrait, à court et moyen terme, constituer un facteur limitant l'optimisation des investissements réalisés par les entreprises. Ainsi, le Pade, à travers le FACP, veut faciliter l'accès des PME, des structures de formations et de formateurs individuels à une gamme de services d'appui technique et de formations à travers l'octroi de subventions.

L'enveloppe disponible est de 2,5 milliards FCFA, octroyés sous forme de subvention non remboursable, avec un apport de 20% exigé du bénéficiaire. La demande de celui-ci ne devra pas dépasser 75 millions.

L'opérationnalisation de la « Task force »

Profitant de cette rencontre, le Pade a informé les différents acteurs intervenant dans la formation qu'il existait au plan national un projet sur ces questions.

« Vous ne pouvez pas prétendre diversifier votre économie si vous n'avez pas de ressources formées spécifiquement [...]. Il convient d'observer comment nous allons nous accorder pour que les subventions dont nous disposons au niveau du projet servent à impulser des actions



Une vue des participants (© Adiac).

en faveur de la formation dans le secteur minier pour que, de manière progressive, les emplois qui s'offrent soient occupés par des Congolais », a souligné le responsable du programme formation du FACP. Selon le président de la Fédération des mines, Aimé Emmanuel Yoka, l'approche est bonne, mais il faut réfléchir sur l'opérationnalisation de la « task force » qui sera mise en place et sur le rôle que la fédération devra jouer dans la création d'emplois au Congo.

En réponse à certaines préoccupations exprimées à la suite de son intervention, Aimé Emmanuel Yoka a souligné qu'aucune entreprise, quel que soit son ni-

veau, ne voulait utiliser des expatriés, car ils revenaient chers, mais qu'elles y étaient contraintes par manque de compétences locales.

Dans sa communication, le représentant de l'Administration minière a conclu sur les perspectives, notamment sur la formation d'une main-d'œuvre qualifiée. Poursuivant dans le même ordre d'idées, l'expert en ingénierie de la formation par compétence, François Sita, est revenu longuement sur le référentiel pour ne pas se retrouver dans une situation d'inadéquation entre la demande et l'offre.

Rappelons que le Pade est un projet d'assistance technique

d'un montant de 10 milliards FCFA. Il est cofinancé par la Banque mondiale et la République du Congo. L'objectif du projet est de diversifier l'économie en mettant un accent particulier sur la promotion des investissements et le développement du secteur privé congolais hors pétrole. Ces secteurs concernent, notamment, l'agroalimentaire, le transport, la transformation du bois et les mines.

Le Pade s'appuie sur une double stratégie, dont la seconde porte le FACP qui a, entre autres missions, le développement du marché local de la formation.

Nancy France Loutoumba

SNDE

La direction générale déplore sur l'importance donnée à la fuite d'eau de Ngangouoni

Émile Wongolo Mokoko, directeur général de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE), a regretté que la présentation des faits puisse laisser croire que la société serait à l'origine de cette fuite d'eau, occultant les vraies causes qui ne sont pas toujours le fait du réseau.

« On a vu des images diffusées par la télévision nationale montrant une fuite d'eau. Nous sommes venus à l'endroit filmé et nous avons constaté qu'il n'y avait pas de fuite. Il s'agissait d'une image ancienne et nous le déplorons. La presse devait faire un travail plus approfondi, plutôt que de détruire pour aider à construire. Ces enquêtes, nous pourrions les mener conjointement », a-t-il indiqué.

Selon Émile Wongolo Mokoko, à Ngangouoni, la fuite d'eau serait liée au fait que, la voie étant encaissée, les automobilistes, et notamment les poids lourds, préfèrent emprunter le trottoir sous lequel, comme dans toute la ville, se trouvent les canalisations. Ces passages répétés cassent les conduits d'eau et entraînent des fuites. « Voilà ce que nous avons constaté,



Vue de la vanne où une fuite d'eau a été constatée (© DR)

et de temps en temps, on va le constater dans le reste de la ville. Ici, par exemple, il y a une tête de vanne et les poids lourds passent dessus : elle a fini par

s'écraser et avec la pression de l'eau, supérieure à 5 bars, qu'il y a dans les tuyaux, il va y avoir des fuites et quelquefois de grosses fuites. On peut tout re-

faire, mais si des dispositions ne sont pas prises en amont, la même chose va se répéter », a-t-il expliqué.

Pour Émile Wongolo Mokoko, il

s'agit de toute une chaîne de responsabilités : « Quand vous prenez un bout de la chaîne, vous n'avez pas réglé le problème. C'est transversal. Les autorités locales, en l'occurrence les maires, les chefs de quartiers, etc., doivent nous apporter leur concours : s'il y a une fuite d'eau dans les quartiers, il faudrait que la SNDE soit informée pour qu'elle entreprenne les travaux nécessaires pour stopper cette fuite », a-t-il argumenté.

Ces informations ont été données lors d'une mise au point organisée ce 19 mars au château d'eau de Ngangouoni, dans le 1er arrondissement de Brazzaville, en face de l'endroit filmé. Émile Wongolo Mokoko a tenu à marquer son indignation face aux accusations dont la société qu'il dirige a fait l'objet de la part de la télévision nationale. Cette communication avait pour objet principal d'apporter des éclaircissements afin, d'une part, d'éclairer l'opinion sur ce qui s'est réellement passé concernant les images diffusées par Télé Congo, et, d'autre part, de rétablir la vérité sur ces accusations non fondées.

Guillaume Ondzé



AVIS DE SOLLICITATION A MANIFESTATIONS D'INTERET

N°05 METPFQE-CAB-/PDCE/13

Publication du 17 mars 2014



« *Recrutement du spécialiste en passation de marchés (SPM) du projet développement des capacités pour l'employabilité (PDCE)* »

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement de l'Association internationale de développement (IDA) et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce prêt pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : spécialiste en passation de marchés (SPM) du Projet Développement des capacités pour l'employabilité (PDCE). Sous la supervision générale du Coordonnateur du Projet, les services de l'expert consisteront à :

- Etre responsable de la mise en place d'un système simple de gestion de la passation des marchés comprenant : (i) la planification des opérations de passation des marchés, (ii) le suivi de l'avancement, (iii) l'analyse des écarts entre les réalisations et le plan de passation des marchés ;
- Etre chargé de planifier, préparer et coordonner le calendrier d'acquisition de services de consultants, de fournitures et travaux pour chaque sous-composante ;
- Etre responsable de l'établissement de tous les rapports d'activités prescrits par le manuel des procédures de l'Unité de Coordination du Projet, mais également de tout autre rapport que les bailleurs pourraient demander dans le cadre de l'exécution du projet ;

2. Etre responsable de la qualité de l'ensemble du processus d'acquisition. La durée totale des prestations est d'un (1) an renouvelable à temps plein. Le (la) candidat(e) retenu(e) sera invité(e) à signer un contrat d'une année renouvelable compte tenu de ses performances.

3. L'Unité de Coordination du PDCE invite les candidats intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir les informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente à exécuter lesdits services. Le dossier de candidature devra comporter les renseignements suivants :

- une lettre de motivation pour le poste ;
- un Curriculum Vitae détaillé
- les copies de Diplômes, Certificats, ou tout autre document justifiant la formation et l'expérience.

4. Profil du Consultant :

- a) Un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration publique, Droit commercial, ou Gestion (minimum Bac +5 ou équivalent) ;
- b) Excellente connaissance des pratiques de passation des

marchés en générale et des règles et procédures de passation des marchés des banques multilatérales de développement: Banque africaine de développement et Banque mondiale, aussi bien que du cycle de projet ;

c) Expérience professionnelle: 5 ans minimum dont 3 ans au moins dans le domaine de la passation des marchés en qualité de spécialiste en passation des marchés pour des projets financés ou cofinancés par la Banque mondiale ;

d) une bonne connaissance du français de même qu'une aptitude à communiquer oralement et verbalement aussi bien avec les responsables du projet, que la hiérarchie et les collègues;

e) une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la Passation de marchés publics;

f) une connaissance informatique des logiciels courants (Word, Excel, Power Point, internet Explorer, et autres outils de communication);

g) Bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe.

5. Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID », Edition de janvier 2011 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.. Un Consultant sera sélectionné selon la méthode de comparaison de CV telle que décrite dans les Directives de Consultants.

6. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au siège du PEEDU sis au 2ème étage du Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, ex Ministère de l'Équipement et des Travaux Publics à Brazzaville, de 09 heures à 16 heures (heure de Brazzaville).

7. Les manifestations d'intérêt écrites doivent être rédigées en Français, portées la mention « Manifestation d'intérêt pour le recrutement d'un expert en passation des marchés pour le PDCE » et déposées sous pli fermé à l'adresse ci-dessus au plus tard le 18 avril 2014.

Le Coordonnateur de l'UC-PEEDU

Maurice BOUESSO./

Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

☐ « *L'agriculture, ce n'est pas de la théorie. Elle a besoin des symboles. Et la terre ne doit pas être un obstacle à l'épanouissement de ce secteur au Congo.* »

Rigobert Maboundou, ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, message public à Pokola (Sangha), le 17 mars 2014

☐ « *L'appartenance à une ethnie ne doit plus être un prétexte politique, le pluralisme est le moteur de la vie politique.* »

Charles Fromageond, Sous-préfet de Louvakou, Le Manager n°13, mars 2014

☐ « *L'Europe est l'un des seuls continents au monde où les communications restent à l'intérieur du territoire, à la différence par exemple de l'Amérique latine et de l'Afrique.* »

Stéphane Bortzmeyer, spécialiste des réseaux, Slate.fr, le 18 mars 2014

☐ « *Les diplômés africains sont majoritairement formés dans les sciences humaines et sociales. L'enseignement supérieur technologique et scientifique en Afrique a été trop longtemps délaissé. Nous devons aujourd'hui inverser la tendance pour permettre à l'Afrique de prendre sa place dans l'économie mondiale entièrement intégrée.* »

Makhtar Diop, vice-président de la Banque mondiale pour la zone Afrique, Jeune Afrique, le 17 mars 2014

☐ « *Les entreprises africaines ne sont pas suffisamment capitalisées, pas tout à fait transparentes, c'est un problème de gouvernance. Elles doivent grandir, atteindre une certaine taille critique, pour exister dans le monde.* »

Mohamed Bennani, PDG de Bank of Africa, filiale africaine du groupe marocain BMCE Bank, jeuneafrique.com, le 18 mars 2014.

EAU ET ASSAINISSEMENT

Les acteurs du secteur font un plaidoyer pour la pérennisation des ouvrages

Lors d'une table ronde sur l'accès durable à l'eau en milieu rural, organisée le 19 mars à l'Institut français du Congo par l'Agence française de développement (AFD)/Bureau de Brazzaville, les participants ont plaidé pour la pérennisation des ouvrages réalisés ou en cours de réalisation dans les différents départements du pays.



Les quatre animateurs de la table ronde (© DR).

Après des exposés sur le thème « Permettre un accès durable à l'eau en milieu rural, enjeux et retours d'expériences pour le Congo », les acteurs du secteur ont focalisé leurs débats sur l'amélioration de l'accès à l'eau, et en particulier sur la pérennisation des investissements réalisés en faveur des populations rurales. Ils ont relevé que depuis une trentaine d'années, les difficultés restent importantes en la matière en termes de recouvrement des coûts et d'accès aux pièces détachées du matériel de pompage d'eau. Pour résoudre ce problème, la nécessité a été évoquée de mettre en place non seulement des comités de gestion des ouvrages réalisés, mais aussi, et surtout, de former des artisans pour assurer l'entretien du matériel, une fois en possession des pièces de rechange appropriées.

Pour la représentante du bureau du Congo de l'organisation internationale Eau et assainissement pour l'Afrique (EAA), Georgette Ingani, une part de responsabilité dans la non préservation des ouvrages déjà disponibles incombe aux opérateurs qui les réalisent. « *Presque tous les opérateurs viennent construire des ouvrages de technologies diverses sans au préalable faire le transfert de ces technologies aux bénéficiaires dans le pays d'accueil ou mettre les pièces de rechange à leur disposition*, a-t-elle expliqué. *Lorsque le projet prend fin, ils s'en vont sans laisser le matériel d'entretien nécessaire. Ainsi, lorsqu'une panne se déclare, il est très difficile pour les bénéficiaires de la réparer et, généralement, les ouvrages sont abandonnés aussi bien par les*

donateurs que par les bénéficiaires eux-mêmes. »

Georgette Ingani a par ailleurs appelé au sens des responsabilités les pouvoirs publics concernant l'entretien des ouvrages : « *Je ne sais pas si l'État songe aussi à remettre des pièces de rechange aux bénéficiaires de ces projets souvent réalisés à des coûts élevés. Je ne sais pas si les autorités habilitées ont déjà pensé à une telle approche concernant des ouvrages d'eau construits dans les départements du pays.* » Elle a présenté les enjeux de l'accès à l'eau pour les populations et les initiatives de l'EAA pour y faire face.

Le chef du projet Eau et assainissement de l'AFD, Martin Lemenager, a édifié les participants sur l'expérience de son agence concernant les projets d'adduction d'eau réalisés en Afrique subsaharienne ainsi que sur leur pérennisation. Parlant spécifiquement du Congo, il a mis l'accent sur la nécessité de mieux coordonner les projets en vue de la pérennisation des ouvrages. « *La crise de l'eau est souvent la crise de la gouvernance multiveaux* », a-t-il souligné, faisant remarquer qu'au Congo, la politique sectorielle en matière d'accès à l'eau était en train d'être mise en place, contrairement à certains pays comme la République démocratique du Congo, le Tchad et la Centrafrique, pour ne citer que ces cas.

De son côté, le directeur général de l'Agence nationale pour l'hydraulique rurale, François Gamboni, rappelant le fort potentiel en eau dont dispose le Congo, a appelé à la mutualisation des efforts pour que les populations ru-

rales puissent disposer d'eau comme celles des grandes agglomérations. « *Ensemble, a-t-il souligné, tout est possible.* » Il a néanmoins reconnu des difficultés d'accès à l'eau en milieu rural et a noté les efforts consentis par le Congo pour satisfaire les attentes de la population. Ainsi, a-t-il souligné, quatre mille forages vont être réalisés dans les villages retenus dans les différents départements. Parlant spécifiquement des enjeux rencontrés au Congo, François Gamboni s'est félicité de l'ouverture à la concurrence des exploitations des ressources en eau et que le marché de la consommation d'eau soit en plein essor dans le pays. L'accès à l'eau constitue un enjeu important au Congo où le taux d'équipement en milieu rural était en moyenne de 29% en 2008, avec de fortes disparités entre départements. Si des efforts importants sont consentis par le gouvernement congolais afin d'améliorer cette situation, la question de l'accès à l'eau en milieu rural représente encore un enjeu compte tenu de l'isolement, des contraintes techniques ou socioéconomiques rencontrées. L'eau et l'assainissement font partie des actions prioritaires de l'AFD au Congo. À ce titre, l'agence mène actuellement un projet de drainage pluvial et de gestion des déchets à Brazzaville, pour lequel sont engagés 24 millions d'euros, soit 15,8 milliards FCFA, dans le cadre du Contrat de désendettement et développement (C2D). La table ronde de Brazzaville sur l'accès à l'eau en milieu rural s'est d'ailleurs déroulée en présence du directeur de l'AFD au Congo, Patrick Dal Bello.

Nestor N'Gampoula



INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez-nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDP01	Planification et Gestion des projets avec MS Project	10 jours	01 au 11 avril 2014
MDP13	Etude d'impact environnemental et social des projets	5 jours	07 au 11 avril 2014
BTPO2	Assurer la fonction de conducteur de travaux	5 jours	14 au 18 avril 2014
GRH04	Outils de pilotage des Ressources Humaines	3 jours	15 au 17 avril 2014
GMPO7	Gestion des contentieux dans l'exécution des contrats des marchés publics	4 jours	15 au 18 avril 2014
GMPO4	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialistes, Chef de projets, Chefs de cellule de passation de marchés etc.	5 jours	21 au 25 avril 2014
BTPO7	Maîtriser le logiciel EPANET : dimensionnement des réseaux d'eau	5 jours	Nous contacter
BTPO3	Dessiner avec Autocad 2D&3D : initiation	10 jours	Nous Contacter

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Un support radiophonique diffusé en langues locales

Après avoir réalisé des émissions radiophoniques pour améliorer les connaissances des populations sur le sujet des changements climatiques et des forêts du bassin du Congo, le Centre international de recherche forestière (CIFOR) évalue son impact tout en distribuant et diffusant des supports produits en lingala et kituba pour les deux Congo.

Une mission du CIFOR-COBAM est actuellement en séjour au Congo pour le suivi évaluation. Le site pilote d'Ignié a été choisi. Les initiateurs devraient déterminer s'il y a amélioration ou pas des connaissances au sein des populations. Celles-ci seront évaluées à l'aide d'un questionnaire distribué avant et après l'écoute de l'émission.

Le CIFOR, à travers son projet «*Changement climatique et forêt dans le bassin du Congo : synergie entre adaptation et atténuation (COBAM)*», a voulu élargir la couverture géographique des émissions à d'autres pays du Bassin du Congo. L'équipe du CIFOR a produit au total 10 émissions en lingala et kituba, du 29 octobre au 19 novembre 2013, au Centre national de la radio et télévision (CNRTV) du Congo, en partena-



La réalisation de l'émission au studio du CNRTV

riat avec les ministères de la République du Congo et de la République Démocratique du Congo (RDC). Le programme radiophonique existe au Cameroun et est diffusé en français et en anglais familier (pidgin English) sous l'intitulé «*Au rythme des saisons*».

La diffusion et la distribution des programmes en langues locales

au Congo et en RDC, s'étendent sur une durée de 6 mois. Les ministères en charge de la Communication, des Forêts et de l'Environnement des deux Congo, bénéficieront des supports radiophoniques. Ces derniers seront distribués aux médias d'État, aux représentants des radios communautaires, aux journalistes et communicateurs

environnementaux.

Ces émissions radiophoniques apportent un plus aux populations des zones les plus reculées. Elles répondent à leurs demandes. En effet ces populations sont très affectées par les changements climatiques et la langue se présente comme une barrière pour elles, s'exprimant le plus souvent en langues ma-

ternelles. Ainsi, le COBAM a déployé d'importants moyens matériels et humains, combinés sur un plateau de radio pour des débats en langues locales. Y prennent part, des experts et des représentants de la société civile, des ministères et des populations.

Par ailleurs, ce projet du CIFOR découle du constat du déficit d'informations au sujet des changements climatiques et des forêts dans le Bassin du Congo. Les informations et données disponibles, disparates, sont difficilement accessibles en l'absence de banques de données et rendent mal aisées l'évaluation des besoins. Selon certains observateurs, la nécessité de coordonner les recherches et de mettre sur pied une plateforme fonctionnelle d'échanges de connaissances et d'informations sur le climat et l'environnement, s'impose à tous les acteurs. «*L'évolution des processus et des concepts est si rapide que les décideurs et les populations ont de la peine à suivre. Les processus deviennent de plus en plus complexes et de nouvelles barrières sont érigées au fil du temps*», a signifié un expert du CIFOR.

Nancy France Loutoumba

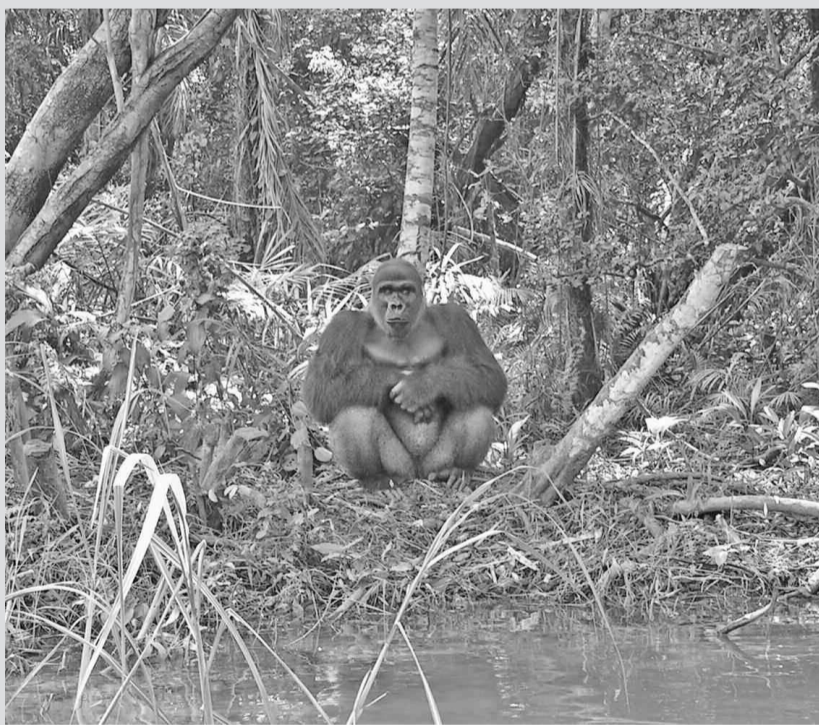
POKOLA

Un gorille inquiète les populations

Des témoins joints à Pokola font état de la présence d'un gorille dans cette localité de la Sangha. Animal protégé, les populations n'ont pas osé le tuer malgré la menace qu'il est censé représenter. Pourtant, la peur gagne cette ville.

Cette présence de l'animal, signalé dans le bois qui jouxte le collège public depuis quelques jours, a mobilisé les autorités locales. Alors que certains se perdaient en conjectures pour évoquer une présence mystique ou annonciatrice d'un malheur dans la ville, d'autres, plus sensibilisés, y voient le signe d'une politique de protection qui a réussi.

En effet, dans cette zone forestière, frontalière du parc Nouabalé-Ndoki, les consignes sont claires sur le respect de la faune sauvage. Surtout à l'égard des animaux protégés. C'est ainsi que le 19 mars, une réunion a été organisée à l'issue de laquelle un comité de crise a été mis en place, coordonné par Jacques Makita, chef de cabinet du maire de cette communauté urbaine. Au nombre des mesures arrêtées, l'ultimatum lancé à la brigade de l'Économie forestière et aux ONG (Progepp et WCS) afin d'attraper l'ani-



Un gorille dans une forêt de la Sangha

mal et le ramener en forêt, son biotope. «*Dépassé ce délai l'animal sera abattu*», a-t-on averti. Ainsi, un spécialiste de la capture de ce type d'animal a été invité à Pokola avec la mission d'anéantir le gorille à l'aide d'un fusil muni d'un produit anesthésiant. Ceci pour endormir l'animal et réunir les conditions de transport vers la grande forêt.

Annoncé pour le 20 mars à Pokola, ce spécialiste ne serait pas arrivé. D'où, le courroux des Pokolais. Pourtant, certaines personnes contactées ironisent sur la présence d'un gorille dans la ville dont l'ombre n'a pas été aperçue.

À suivre donc.

Les Dépêches de Brazzaville

ANNONCE

L'Ordre national des avocats du Congo (ONAC) recherche, dans le cadre du Partenariat avec l'Union européenne (PAREDA) relatif au projet d'assistance des détenus indigents des maisons d'arrêts de Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie, un ou une secrétaire ayant des connaissances en comptabilité, pour le temps d'exécution dudit projet.

Les personnes intéressées par cette offre sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae et une lettre de motivation au siège de l'ONAC sis 1^{er} étage de l'immeuble SOPROGI, en face de l'E.N.A.M, ou appeler aux numéros suivants : 06 628 78 04/ 06 668 72 69

MÉTÉOROLOGIE

Un forum en faveur des usagers

En prélude à la Journée météorologique mondiale célébrée le 23 mars comme chaque année, la direction de la météorologie a organisé le 20 mars, à la Banque de développement des États de l'Afrique centrale à Brazzaville, un forum sur le thème « Les services climatologiques en appui à la prise de décision dans tous les secteurs climato-sensibles »

La rencontre qui a regroupé scientifiques, prestataires de services, communicateurs, décideurs, bailleurs de fonds et usagers, visait, entre autres : instaurer un dialogue avec les utilisateurs des services climatologiques ; démontrer l'importance de l'utilisation des services climatologiques et leurs limites ; renforcer les liens entre les prestataires des services climatologiques et les différents utilisateurs. Visant également à recenser les sources locales d'information, ce forum a pour but ultime de définir la stratégie de la mise en œuvre du cadre national des services météorologiques afin d'offrir un accès aux informations à ceux qui en ont besoin, par la mise en place d'une interface-utilisateurs.

Pour le chef de service climatologie à la direction de la météorologie, Paul Ndinga, cette réunion est le résultat de la conjonction de l'exécution de la 2^e recommandation des journées de réflexion de



Le présidium des travaux

la météorologie organisées à Brazzaville en juillet 2012, et la mise en œuvre du cadre mondial des services climatologiques décidé par la 3^e Conférence mondiale sur le climat, tenue à Genève en 2009. « Ce forum devra permettre de jeter les bases de partenariats entre les fournisseurs de services et les utilisateurs », a-t-il précisé.

Présidant les travaux, l'inspecteur aux transports aériens au ministère des Transports, de l'Aviation civile et de la Marine marchande, Fidèle Tsassa, a rappelé que ce fo-

rum avait également pour objectif de mettre sur pied des mécanismes pour transmettre l'information climatologique aux communautés qui en ont besoin et de préparer des alertes précoces permettant d'agir par anticipation en fonction de la variabilité et du changement climatique. « Il va contribuer à la mise en place du cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) au Congo. Ce forum devrait surtout veiller à garantir l'accès aux données et connaissances, en adaptant l'in-

formation aux besoins des usagers, en assurant l'utilisation courante de l'information climatologique dans le processus de planification, de gestion et en développant des capacités durables », a-t-il souligné. La Journée météorologique mondiale est placée cette année sous le thème « Temps et climat : mobilisons les jeunes ». Selon Fidèle Tsassa, le temps, le climat et l'eau ont des incidences considérables sur la santé et sur la vie en général, partant des besoins élémentaires aux plus complexes. De

même, a-t-il ajouté, ils ont un effet sur la durabilité du développement dans sa globalité, sur l'urbanisme, la construction, l'énergie, la sécurité alimentaire et l'approvisionnement en différents produits de consommation.

« Notre pays, le Congo, en subit durement les impacts. On observe de plus en plus des sécheresses, des inondations, des érosions, des coulées de boue et affaissement de terrains, des modifications de la biodiversité, des maladies hydriques et à vecteurs. Ces phénomènes causent chaque année, désolation, morts d'hommes et d'importantes pertes matérielles mettant en mal l'économie de notre pays et ses efforts de développement », a déploré l'inspecteur aux transports aériens.

Enfin, il a insisté sur le fait que la météorologie devrait être axée et orientée vers le développement, prenant en compte les préoccupations et les besoins des producteurs à la base, avec comme conviction, celle d'apporter une valeur ajoutée réelle dans tous les processus d'évolution. « Elle doit contribuer à la lutte contre la pauvreté, à la recherche de solutions scientifiques à la problématique du climat et de l'eau et des catastrophes naturelles au regard des avancées de la science météorologique et des programmes au niveau international », a martelé Fidèle Tsassa.

Parfait Wilfried Douniama

MISE AU POINT

La SCCT précise « qu'il n'y a aucune majoration dans l'application de la TVA »

Dans notre journal n°1962 du 14 mars 2014, était publié un article intitulé : « Contrôle technique des véhicules : colère suite à l'augmentation de la TVA. »

Le contenu de cet article a interpellé la Société congolaise de contrôle technique (SCCT) qui s'estime accusée à tort et nous a adressé une protestation.

Selon la SCCT, l'Observatoire congolais des droits des consommateurs (O2CD) dont un communiqué de presse avait inspiré notre article l'« accusait injustement d'avoir majoré le pourcentage de la TVA ». La société chargée du contrôle technique de véhicule parle de « fausses allégations ». Car, précise-t-elle : « l'application de la TVA dans notre structure ne fait l'objet d'aucune majoration dans l'établissement de nos factures parce que, respectant le pourcentage normal, fixé à 18% TVA et 5% centime additionnel, ce qui donne 1589,96 (tva+ca) pour les taxis et 1986,96 pour les bus comme prescrit dans nos factures. »

Au regard des explications fournies par cette société, « Les 20% évoqués par l'Observatoire congolais des droits des consommateurs émanent donc d'une simple erreur d'inscription sur les banderoles qui avaient été érigées par le collectif des transporteurs en commun lors de la campagne de sensibilisation sur le contrôle technique et n'engagent de ce fait, en rien la Société congolaise de contrôle technique (SCCT). »

Pour appuyer ses arguments, la SCCT a fait parvenir à la rédaction des Dépêches de Brazzaville des factures, dûment signées, de citoyens qui leur auraient soumis leurs véhicules pour ledit contrôle technique.

La Société congolaise de contrôle technique dit son regret à l'égard de l'Observatoire congolais des droits des consommateurs qui a mis « sur la place publique des affirmations gratuites » pouvant « non seulement ralentir l'élan des entrepreneurs, mais aussi, saper les efforts du gouvernement relatifs à l'amélioration de la sécurité routière à travers le contrôle technique. »

La rédaction

DÉFENSE

Le Cameroun veut protéger son indépendance en matière de sécurité nationale

Le Cameroun vient de réaffirmer son opposition à poursuivre les malfaiteurs en territoire étranger au terme de la deuxième réunion des ministres chargés de la Défense et des chefs d'état-major des armées des pays membres de la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT).

Le ministre camerounais en charge de la Défense, Edgar Alain Mebe Ngo'o, a également écarté l'idée de mixité de la force multinationale de sécurité dans la région, estimant que chaque pays devait cantonner ses troupes à l'intérieur de ses frontières. Il a toutefois indiqué que son pays allait mettre un contingent de 700 soldats à la disposition de la CBLT et que les détails seraient définis lors du prochain sommet au Niger. Cette décision intervient au moment où la région est en proie au trafic d'armes, de munitions, d'êtres humains, à la piraterie maritime, au braconnage, à la destruction des écosystèmes, à la montée des extrémismes religieux, à l'immigration clandestine et au phénomène des coupeurs de route.

Cette prise de position arrive au lendemain de l'appel du secrétaire exécutif de la CBLT, Sanusi Imra Abdullahi, en faveur de la mise en place rapide de la force mixte multinationale de sécurité dans la zone. Le Nigeria reproche à son voisin camerounais de l'empêcher – les États étant souverains – de pourchasser sur son territoire les membres de la secte islamiste Boko Haram, responsable d'exactions à l'intérieur du Nigeria et en dehors des frontières.

Noël Ndong

Nouveau
LENOVO Edge 72z
712 500 FCFA HT

Livré avec Windows Pro 64

Extension garantie 2 ans retour Abellier
90.000 FCFA HT

Installation Biométrique
100.000 FCFA HT

• Initiation Biométrique de base pour la suite MICROSOFT OFFICE 2013. Une demi journée de formation.

• Extension de garantie 2 ans retour Abellier. Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.

OFIS TRAINING Center

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassa Ngoussou Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

Store OFIS
021 001 000 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

Info@ofis-store.com
www.ofis-store.com



FEDERATION DES MUCODEC

Mutuelles Congolaises d'Épargne et de Crédit

Les Assemblées Générales des Caisses Locales MUCODEC se tiendront en mars 2014.
Sociétaires, votre voix compte ! Venez choisir vos élus locaux et ainsi participer activement à la vie de votre Caisse Locale.

DELEGATION BRAZZAVILLE – POOL - LIKOUALA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 4 mars	14 heures	Moungali	Palais des congrès
Mercredi 5 mars	14 heures	Makélékélé	
Jeudi 6 mars	14 heures	Plateau des 15 ans	
Vendredi 7 mars	14 heures	Ouenzé	
Samedi 8 mars	09 heures	Bacongo	
Lundi 10 mars	14 heures	Talangaï	
Mardi 11 mars	14 heures	Poto - Poto	
Mercredi 12 mars	14 heures	Brazza Centre	
Jeudi 13 mars	14 heures	CCF	
Vendredi 14 mars	14 heures	Tsiémé	
Samedi 15 mars	09 heures	La Gare	
Lundi 17 mars	14 heures	Kinkala	Salle MATSOUA
Mardi 18 mars	14 heures	Impfondo	Salle des fêtes de la Préfecture
DELEGATION POINTE- NOIRE -- KOUILOU – NIARI – BOUENZA - LEKOUMOU			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Mouyondzi	Maison commune
Mercredi 12 mars	14 heures	Madingou	Préfecture
Jeudi 13 mars	14 heures	Nkayi	Salle SARIS
Vendredi 14 mars	14 heures	Sibiti	Maison commune
Samedi 15 mars	09 heures	Dolisie	Salle ENI
Lundi 17 mars	14 heures	Fond Tié - Tié	Forum MBONGUI
Mardi 18 mars	14 heures	Grand Marché	
Mercredi 19 mars	14 heures	Mvou - Mvou	
Jeudi 20 mars	14 heures	Tié - Tié Centre	
Vendredi 21 mars	14 heures	Loandjili	
Samedi 22 mars	09 heures	Centre Ville P/N	
Lundi 24 mars	14 heures	Tchimbamba	
Mardi 25 mars	14 heures	Tchikobo	
DELEGATION PLATEAU – CUVETTE - SANGHA			
Date	Heure	Caisse Locale MUCODEC	Lieu
Mardi 11 mars	14 heures	Djambala	Maison de la femme
Mercredi 12 mars	14 heures	Gamboma	Bar Maison Blanche
Jeudi 13 mars	14 heures	Boundji	Bar MOLOMBA
Vendredi 14 mars	14 heures	Ewo	Salle du Conseil Départemental
Samedi 15 mars	14 heures	Owando	Réfectoire ENI d'Owando
Lundi 17 mars	14 heures	Oyo	CEG SASSE IPA
Mardi 18 mars	14 heures	Makoua	Salle des sœurs
Jeudi 20 mars	14 heures	Ouessou	Lycée
Vendredi 21 mars	18 heures	Ngombé	Siège du Comité du village
Samedi 22 mars	14 heures	Pokola	Ecole primaire
Mercredi 26 mars	14 heures	Mossaka	Bar KOUMOUS

Rejoignez-nous !

RÉGION DES GRANDS LACS

L'Angola mène une offensive diplomatique

Le président angolais, José Eduardo dos Santos, a missionné, le 19 mars, son ministre des Affaires étrangères, Georges Chikoti, auprès de ses homologues de la Conférence internationale de la région des Grands Lacs (CIRGL) pour des discussions diplomatiques sur les derniers développements dans cette partie du continent.

Georges Chikoti s'est déjà rendu au Tchad où il a remis au président Idriss Deby Itno, un message de José Eduardo Dos Santos, et s'est rendu le 19 mars en République démocratique du Congo (RDC), avant de poursuivre sa route au Congo pour y rencontrer le président Denis Sassou N'Guesso.

À N'Djamena, au Tchad, Georges Chikoti et Idriss Deby Itno ont eu des discussions notamment sur l'évolution des événements dans la région des Grands Lacs, en particulier sur la situation sécuritaire et politique en Centrafrique, au Soudan du Sud et en RDC.

L'Angola préside la CIRGL depuis janvier 2014.

Noël Ndong

FAIRE-PART

Le Comité d'organisation des Vendredis du Livre et du Théâtre informe le public de la présentation, ce vendredi 21 mars 2014, de 17h 00 à 18h 30mn, dans la salle des conférences de l'hôtel de la Préfecture de Brazzaville, du roman intitulé "Les balançoires" de l'écrivaine congolaise Kharine YIDIKA, publiée par les Éditions Clé, à Yaoundé, en 2009.

La cérémonie est ouverte au public.

JOURNÉE MONDIALE DE LA FRANCOPHONIE

Le Congo salue les initiatives de l'OIF en faveur de la jeunesse

La jeunesse de l'espace francophone bénéficie ces dix dernières années d'une certaine attention de la part de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Le gouvernement congolais a félicité cette politique, le 20 mars, à l'occasion de la célébration de la 44e Journée internationale de la Francophonie qui s'est déroulée à l'auditorium du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération à Brazzaville.

« Francophonie et Jeunes talents » : ce thème choisi pour le Congo engage la communauté francophone à accorder une attention particulière à sa jeunesse. Dans la déclaration du gouvernement lue par la secrétaire générale adjointe du ministère des Affaires étrangères, Chantal Maryse Itoua-Apoyolo, en lieu et place du ministre empêché, elle a signifié que c'est à partir des jeunes que dépendra la qualité de l'espace francophone demain. Elle a, par ailleurs, ajouté : « Depuis plus d'une décennie l'OIF consacre plusieurs initiatives en faveur de la jeunesse. » Illustrant ses propos, Chantal Maryse Itoua-Apoyolo a cité l'implication des jeunes dans les principaux enjeux de développement, afin de faire valoir leurs talents et d'en acquérir des nouveaux, notamment dans les domaines d'intervention prioritaires de la francophonie. Parmi tant d'autres initiatives en faveur de la jeunesse francophone, il y a également le volontariat international, programme mis en place depuis 2006 et qui permet aux jeunes de participer et de vivre une expérience de mobilité internationale au sein de l'espace francophone, a-t-elle poursuivi. Le Forum international « Jeunesse et emplois verts », qui s'était tenu en 2012 à Niamey au Niger, a également été pris



Le public venu à la cérémonie

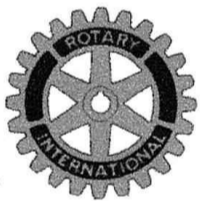
comme exemple par la secrétaire générale adjointe du ministère des Affaires étrangères. Enfin, Chantal Maryse Itoua-Apoyolo s'est réjouie des Jeux de la Francophonie. Pour elle, ces Jeux constituent un rendez-vous sportif et festif qui offre, tous les quatre ans, une occasion d'échanges et de rapprochement entre plus de 3.000 jeunes de divers pays francophones.

Pour Chantal Maryse Itoua-Apoyolo, les initiatives entreprises par l'OIF en faveur de la jeunesse riment avec les préoccupations du gouvernement congolais, qui a adopté une politique nationale et une Charte de la jeunesse. C'est dans ce sens, a-t-elle précisé, que s'est tenue à Brazzaville, en février dernier, la 3e Conférence générale de la jeunesse congolaise. Elle a également signifié qu'un Conseil national de la jeunesse avait été créé et implanté dans tous les départements du Congo, en vue de faciliter les échanges d'expérience et d'information entre les jeunes, à travers les Technologies de l'information et de la communication (TIC). « D'autres initiatives sont envisagées en vue d'as-

surer un meilleur encadrement des jeunes talents, telles que l'organisation de colonies des vacances, le renforcement des centres d'insertion socio-économique de la jeunesse, la mise en place du fonds d'appui à la jeunesse, et l'institution du corps de jeunes volontaires du Congo », a-t-elle conclu. Le message du Secrétaire général de la francophonie, Abdou Diouf, a été lu par le directeur national de la francophonie, Victorien Obouangongo. Parmi tous ces aspects évoqués à l'occasion de la 44e édition de la Journée mondiale de la Francophonie, Abdou Diouf souligne : « La francophonie c'est vouloir susciter des jeunes vocations, révéler les jeunes talents, pour mieux s'adjoindre leurs compétences. »

Le clou des festivités marquant cette journée internationale a été la remise de présents aux meilleurs élèves au concours de dictée et de dissertation française organisé par la direction nationale de la Francophonie. La cérémonie était animée par les griots du Sénégal et du Mali.

Tiras Andang



Rotary International
Rotary Clubs de Brazzaville

Appel à contribution des Rotary Clubs de Brazzaville au fonds de solidarité avec le peuple centrafricain

A l'occasion de la célébration de la journée de l'entente entre les peuples et du 109e anniversaire du Rotary International, le 23 février 2014, les Rotary Clubs de Brazzaville ont lancé en présence de S.E Mme l'Ambassadeur de la RCA au Congo, Doyen du corps diplomatique, de S.E l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne au Congo et Mme la coordinatrice ai, du système des nations unies, un appel à contribution à un fonds de solidarité avec le peuple centrafricain, qui depuis plusieurs mois subit une crise humanitaire sans précédent.

Le compte bancaire dont les références sont ci-dessous indiquées a été ouvert à cet effet:

INTITULE DE COMPTE : SOS SOLIDARITE RCA

CODE BANQUE : 30014 (ECOBANK)

CODE GUICHET : 00001

N° de compte : 01405837501

CLE RIB: 86

SWIFT CODE: ECOC CGCG

REF INIT: 0010143505837501

IBAN: CG3930014 00001 01405837501 86

La campagne de mobilisation de ressources lancée le 23 février 2014 sera clôturée le 31 mars 2014. Les fonds collectés permettront d'acquérir des kits humanitaires en faveur du peuple de la République centrafricaine, qui seront livrés en collaboration avec le Rotary Club de Bangui.

Les Rotary Clubs de Brazzaville vous remercient d'avance pour votre geste de générosité.

Vive l'entente mondiale entre les peuples.

Contacts : + 242 06 666 89 86 / +242 05 551 27 88



UN RÉSEAU SANS ÉGAL POUR RELIER L'AFRIQUE AVEC LE RESTE DU MONDE



La plus jeune flotte, 200 vols quotidiens, 79 destinations sur 5 continents, 21 900 connexions sur le réseau Star Alliance, Récompensée par de prestigieux Awards.

Visit us at www.ethiopianairlines.com or call us Tel: 00242-222810766

Ethiopian
የኢትዮጵያ
THE NEW SPIRIT OF AFRICA

A STAR ALLIANCE MEMBER

le monde de l'informatique

Ordinateurs portables **acer**

Promotion spéciale

> **Acer Aspire E1-570**

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

> **Acer Celeron (Rouge et Gris)**

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD, 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

> **Acer Aspire V5-131**

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

AMC Telecom
VIVA NET

Installez Internet + un routeur Wifi à
123.000 FCFA

Bénéficiez d'une Connexion Haut Débit
de 1 Mbps à partir de **30.000 FCFA**

Brazzaville : Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, République du Congo
Pointe-Noire : Avenue Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), République du Congo
Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
Courriel : support@amc-telecom.com
Web : www.amc-telecom.com

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU

Le message du ministre de l'Énergie et de l'hydraulique, Henri Ossebi

- Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs,
- Chers compatriotes.

Le 22 mars de chaque année, la communauté internationale célèbre la journée mondiale de l'eau avec pour objectif, d'attirer l'attention de tous et de toutes sur l'importance de cette denrée, combien fragile et non renouvelable, d'une part, et promouvoir sa gestion durable, d'autre part.

Le thème choisi pour cette année 2014 est "L'EAU ET L'ÉNERGIE". En le choisissant, les Nations Unies veulent nous faire prendre conscience de l'interdépendance entre ces deux secteurs. En effet, la demande énergétique est appelée à augmenter sensiblement dans les décennies à venir, notamment dans les économies émergentes, ce qui pourrait se faire au détriment des ressources en eau, avec des conséquences graves pour le développement.

Cette célébration, cette année, est donc l'occasion idéale pour nous, de rappeler le débat toujours actuel, autour d'un thème étroitement lié aux Objectifs du Millénaire pour le Développement.

En effet, la sécurité énergétique et la sécurité hydrique occupent une place capitale dans le développement humain et économique. Ces ressources sont aujourd'hui plus interdépendantes que jamais, qu'il s'agisse de l'hydroélectricité, bien sûr, mais aussi du refroidissement des centrales thermiques ou encore, de l'extraction et de la transformation de combustibles. La quasi-totalité des procédés de production d'énergie exige d'importantes quantités d'eau et inversement, le pompage, le traitement et le transport de l'eau nécessitent de l'énergie, principalement sous forme d'électricité.

Or, les ressources énergétiques et les ressources en eau sont aujourd'hui soumises à une pression sans précédent. Ce qui menace la viabilité à long terme des projets énergétiques, avec de graves conséquences pour le développement. Les changements climatiques ajoutent, quant à eux, d'avan-



tage d'incertitude à cette situation, en provoquant notamment une variabilité accrue des disponibilités planétaires en eau, et donc une intensification de la fréquence et de la gravité des inondations et des sécheresses.

D'où, aujourd'hui un défi majeur : Utiliser plus des ressources en eau et en même temps, les protéger, les valoriser, les conserver et même les réutiliser.

Le Congo notre pays, dispose aujourd'hui d'importantes ressources en eau renouvelables, qui leurs offrent un potentiel hydroélectrique considérable, estimé à 14.000 MW. De ce potentiel, le Gouvernement a déjà développé des infrastructures de production hydroélectrique, pour une puissance installée d'à peine 210MW, ce qui nous laisse une marge de progression encore substantielle pour l'aménagement à moyen et long terme, de nombreux sites hydroélectriques à l'instar de Sounda, de Chollet, de Kouembali et de Mourala, lesquels pourront nous apporter près de 1600 MW supplémentaires.

Cependant, Malgré ces atouts, certaines localités de notre pays sont hélas, encore privées d'eau et d'électricité. Ce pa-

radoxe est dû principalement, à l'inégale répartition structurelle des ressources en eau, à l'échelle nationale.

C'est pourquoi, cette année encore, la lutte pour la réduction ou l'éradication de la pauvreté demeurent l'objectif principal des actions du gouvernement, car elles s'inscrivent dans une démarche qui à terme, pourra garantir les conditions d'un développement durable.

En effet, comme chacun le sait, il est désormais établi qu'aucun développement durable n'est envisageable sans accès viable à l'eau, à l'assainissement et à l'énergie.

Toutefois, au fil des années, le niveau national de couverture des services publics dans les secteurs de l'eau et de l'électricité, naguère bas, est aujourd'hui en nette progression, grâce notamment,

- à la volonté du chef de l'Etat lui-même et à l'exceptionnelle mobilisation volontariste des investissements consacrés depuis quelques années par l'Etat ;
- au programme de municipalisation accélérée et aujourd'hui;
- au projet « Eau pour Tous » en partenariat avec ASPER-BAS, qui doit permettre d'offrir une eau de qualité à 4000 villages d'ici à la fin 2015.

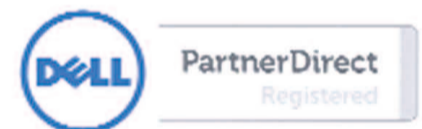
- Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs
- Chers compatriotes

Que 2014 soit donc une année d'opportunités à saisir. Une année durant laquelle nous devons concentrer notre attention sur la protection et le respect de nos ressources en eau, en tant qu'individus, en tant que communauté, en tant que pays, et surtout en tant que citoyens du monde.

En protégeant notre eau, nous assurerons notre futur commun et les perspectives d'avenir à long terme pour l'humanité toute entière.

Je vous remercie.

Store OFIS



155.000
FCFA HT



Réf.16050103

Extension garantie
1 an
retour atelier

30.000 FCFA HT

#21 020 200

Initiation Bureautique

50.000 FCFA HT

#21 110 009

Ordinateur

Dell Optiplex GX755
Intel Core Duo
RAM : 1Go
Windows Original
Disque Dur 80Go
Garantie 90 jours

LibreOffice + Antivirus Microsoft
Offerts

- Initiation Bureautique de base.
Une demi journée de formation.

- Extension de garantie 1 an retour Atelier.
Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.



CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

Tel: 06 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

Tel: 01 600 0000

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

IT FORUM CONGO 2014
Cloud/Mobilité & Internet
1^e Edition IT Forum Congo
Cloud/Sécurité/Mobilité & Internet
27 mars 2014
Atlantic Palace Hôtel - Pointe Noire - Congo Brazzaville

Sponsors Diamond

Sponsor Platinum

Sponsors Silver

Soutien

L'IT Forum Congo - L'événement majeur du secteur IT en Afrique

ILS SONT ATTENDUS...

 Bruno J-R ITOUA RECHERCHE ET INNOVATION Ministre	 Guy BAOUAYA TOTAL DSI	 Arsene THAMA MICROSOFT Directeur Afrique
 Freddy TCHALLA MTN CONGO CEO	 Michel A. EBIAMA IBM CONGO General Manager	 P. ETONDE EKOTO HP DG Afrique centrale
 Patrick MBONGO Présidence Conseiller NTIC	 Mohamadou DIALLO CIO mag Directeur publication	 M.A. ZANG-ATANGANA MAZA eXclusive IT Directeur Groupe

Placé sous le haut patronage de Monsieur **Bruno Jean-Richard ITOUA, Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique**, l'IT Forum Congo vous offre un panel important d'experts nationaux et internationaux qui débattront sur des thèmes majeurs comme l'impact du Cloud sur les entreprises, la mobilité, l'Internet mobile, la sécurité ou encore les avantages des solutions en mode SaaS...

Plus d'une centaine de Directeurs des systèmes d'informations des entreprises et des administrations et d'IT managers congolais sont prévus à l'occasion de cet événement.

UTILISATEURS DSI ET IT MANAGER
Venez découvrir **Afrocio**, votre réseau social
www.afrocio.net

PROFESSIONNELS IT ET TELECOMS
Venez découvrir **Africa eXclusive IT**, votre annuaire IT et point de rencontre
www.africa-exclusiveit.net

Partenaires

MUSIQUE

L'association Cridor organise un concert pour la prévention contre le VIH/sida

Cet événement, que les organisateurs veulent le plus important de l'année, regroupera plusieurs artistes venus de l'étranger. Il aura lieu ce vendredi 21 mars au Palais des congrès de Brazzaville

EVENEMENT DE L'ANNEE
Ce 21 Mars 2014 au Palais des Congrès à partir de 17h
CONCERT DE PREVENTION CONTRE LE VIH SIDA
NIGERIA ZAMBIE TOGO
DAVIDO MAMPI TOOFAN
Contact : Points de vente en diagonale de ORCHIDEE NUMERIQUE
AFROSPHERE
22 60 47 104
04 031 79 65
04 031 77 30
04 031 12 89
10.000 Frs

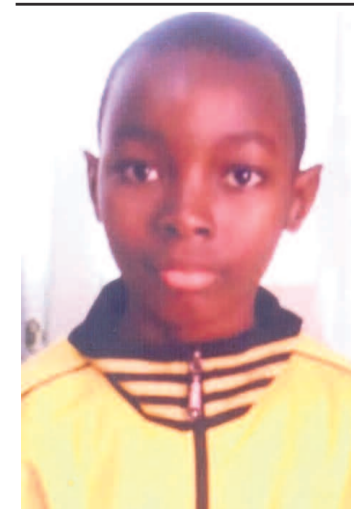
Organisé par l'association Cridor, que préside Christelle Dabira et dont le cheval de bataille est la lutte et la prévention contre le VIH/sida, ce concert multigenres a pour but de sensibiliser les Brazzavillois à ce fléau. Quatre artistes sont invités à cet événement : Davido du Nigeria, Mampi de la Zambie et les frères Toofan du Togo. Ils seront accompagnés de leurs confrères congolais pour mener ensemble cette bataille. En effet, les artistes peuvent jouer un rôle déterminant pour porter le message de prévention contre le VIH/sida en mettant leur renommée au service d'un engagement. C'est la raison pour laquelle l'association Cridor a pensé les inviter en partenariat avec le Programme national de lutte contre le VIH/sida, l'Onusida et de nombreux autres sponsors. En prélude à ce concert, une conférence de presse regroupant les organisateurs de l'association Cridor — Christelle Dabira (présidente), Vernard Okinga (manager), Krist Duford Bakissi (expert en communication événementielle) — et les musiciens a été organisée le 20 mars à Brazzaville. L'organisation de ce concert, ont-ils indiqué, vient du constat que les séminaires et autres activités liées au VIH/sida s'adressent assez rarement aux jeunes. Un concert est l'événement par excellence qui réunit la jeunesse et donne l'occasion de communiquer efficacement sur le VIH/sida.

L'association Cridor invite les Brazzavillois à venir massivement le 21 mars au Palais des congrès non seulement pour faire la fête, mais aussi pour agir contre le VIH/sida.

Bruno Okokana

IN MEMORIAM

21 mars 2010-21 mars 2014, il y a quatre ans, mourait le Colonel Guy Samuel Bongo Ngaporo. En cette date commémorative du quatrième anniversaire de sa disparition, Parfait Wilfried Douniama, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les enfants Bongo et familles prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire. Ils félicitent, par ailleurs, tous ceux qui leur ont apporté un soutien physique, moral et financier lors de cette dure épreuve.



21 mars 2013-21 mars 2014, il y a précisément un an que Dieu rappela à lui, Hilarion-Caleb Bongo-Tsendé. En cette date de triste souvenir marquant l'an de sa disparition, Hilaire Bongo-Gamporo et Chrichna Bakinga prient tous ceux qui ont connu leur fils d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire. Ils n'oublient pas, par ailleurs, l'honorable vice-président de l'Assemblée nationale, Sylvestre Ossiala, «Bulldozer», Flore Oboula, le DG Athanase Ngassaki, les familles Bongo, Bakinga, Ibombo, Nké Ngouba et Ngoro, ainsi que tout le quartier Mandela et les Mitsié Milie qui les ont soutenus lors de cette dure épreuve. Que ton âme repose en paix !

 www.facebook.com/airtelcongo

Tous les jours

pour **300** FCFA | **6** min
100 sms
20 Mb

unis
par les meilleurs
forfaits

Dorian CONGO

Na semaine ! loba na yo
Na ba bonus SMS + Internet



airtel

Le réseau qui nous unit

Forfaits en F CFA	minutes	SMS	Mb	Souscription
300	6	100	20	*122*6#
600	15	200	50	*122*7#
1000	20	500	100	*122*8#

Pour plus d'infos, appelle le 141.



*ECAir rend hommage à
des figures féminines africaines du passé et du présent*



*Madame Fatima Beyina-Moussa,
Directeur Général d'ECAir,*

*a le plaisir de vous inviter à visiter l'exposition photos :
"Héroïnes et Femmes africaines d'exception"*

*qui se tient pendant tout le mois de mars
dans le nouveau terminal de l'aéroport Maya-Maya.*

Cordiale bienvenue.

*Veillez contacter Melle Samuella Madzengue au 00242 06 518 20 10
pour toute demande d'informations et de réservation*



AVIS PUBLIC D'APPEL D'OFFRES



FOURNITURE D'UN GROUPE ÉLECTROGÈNE DE 45 KVA

1- Le Gouvernement de la République du Congo met en œuvre en partenariat avec le World Resources Institute (WRI) un projet pilote intitulé «Renforcement des capacités des ébénisteries du Congo» comme composante du projet régional « Une approche régionale harmonisée à la gestion durable des forêts de production dans le bassin du Congo», financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial(FEM).

2- Ce projet sollicite des offres sous pli fermé de la part des candidats short listés invités pour la fourniture d'un groupe électrogène de 45 KVA.

3- Le processus de passation du marché sera conduit par appel d'offres ouvert aux candidats short listés ayant leur place d'affaires à Pointe-Noire.

4- Les candidats invités peuvent se rapprocher du Ministère de l'Économie Forestière et du Développement Durable

Tél. 055-556-95-67



www.burotop.com

Ordinateur de bureau DELL

- Processeur Intel Dual Core à 2.9 GHz
- Mémoire RAM à 4 Go
- Disque dur à 500 Go
- Ecran plat 20"
- Garantie 1 an



+ Onduleur
EMERSON LIEBERT de 650 VA

+ Imprimante HP 2516
Multifonction couleur

+ Multiprises APC



399.000 FCFA HT

Cette offre est Hors taxes et réservée aux particuliers, dans la limite de 1 pièce par personne. Le paiement doit se faire CASH et aucune remise ne pourra être accordée.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

Weekend NON STOP !!!



Avec **Masolo Ya Bandeko**

Minutes incluses	Code d'activation	Coût
50 minutes	*170*6#OK	300 FCFA
100 minutes	*170*7#OK	500 FCFA

Parle plus longtemps avec Masolo Ya Bandeko.

www.waridtel.cg 04 00 01 23 ou 123



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

- ASSURANCE AUTOMOBILE
- ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
- ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
- ASSURANCE MALADIE
- ASSURANCE VOYAGE
- ASSURANCE INCENDIE
- ASSURANCE TRANSPORT
- ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
- ASSURANCE GLOBALE BANQUE
- ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
Protégez votre entreprise dès maintenant!

VIE ASSOCIATIVE

Le ballet traditionnel Bana Moye se transforme en entreprise

Dorénavant, les artistes pourront bénéficier d'une rémunération, a annoncé le président de l'association, Sylvain Ngambolo, au cours d'une assemblée générale extraordinaire organisée le week-end dernier à la mairie de Ouenzé, dans le cinquième arrondissement de Brazzaville.

Le ballet traditionnel Bana Moye, qui est une émanation de l'Association pour le développement des collectivités de Makotimpoko (ADCM), fait l'objet d'un programme décennal de développement économique et social de l'ADCM.

Ce programme, qui consiste à transformer le ballet traditionnel Bana Moye en un établissement privé à caractère industriel et commercial (EPIC), vise plusieurs objectifs : l'autonomisation du ballet par un changement radical dans le mode de gestion ; l'incubation d'une culture d'entreprise dans le logiciel mental des associés et artistes des Bana Moye EPIC ; la création à terme d'une entreprise de production de musiques traditionnelles et tradi-modernes.

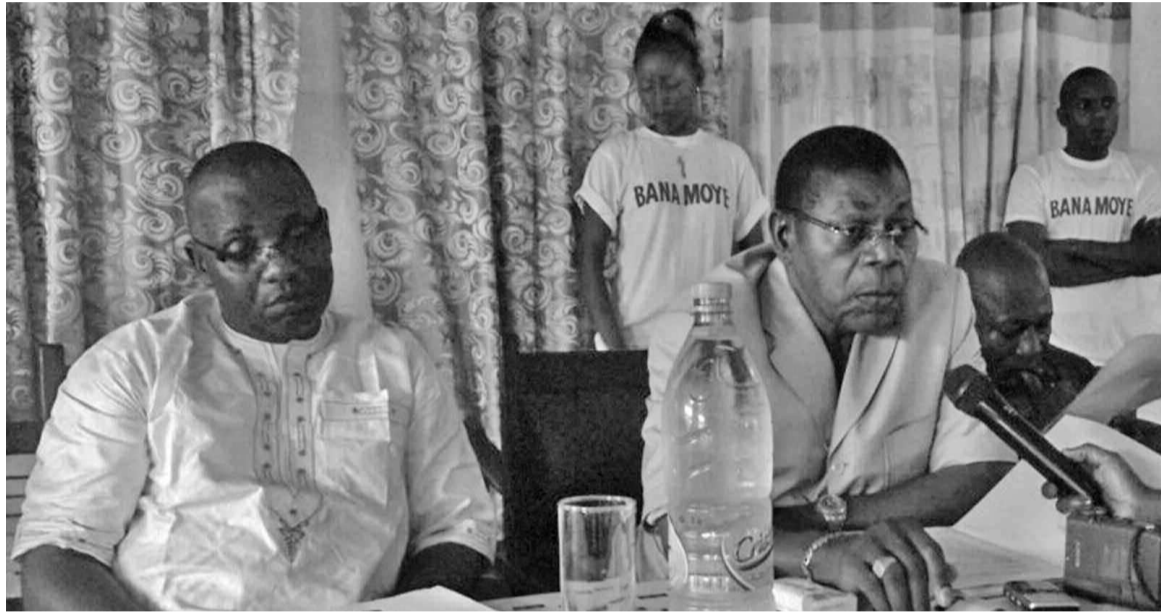
Cette trilogie est elle-même sous-tendue par la détermination des associés et artistes des Bana Moye EPIC à relever le défi de l'épa-

nouissement de l'identité culturelle du district de Makotimpoko en insufflant une nouvelle dynamique de groupe. Aussi de nouveaux statuts et règlements intérieurs ont-ils été élaborés, afin

membres, a permis d'éviter l'explosion du groupe. Les artistes étaient fortement déçus de la gestion, et le président de l'ADCM, Sylvain Ngambolo, leur a expliqué ce à quoi ils pouvaient s'attendre.

les artistes disaient que la gestion était chaotique. On a craint l'explosion et nous avons pensé qu'il fallait rattraper les choses maintenant et donner satisfaction aux artistes ; après tout, ce sont eux qui

«Nous allons essayer de gérer de manière à ce que ce soit les artistes qui priment et soient satisfaits de cette gestion. Jusque-là, ils étaient mécontents, du fait que les dirigeants successifs ont provoqué beaucoup de déception, menant les Bana Moye à la dérive. Il fallait rattraper les choses à temps», a-t-il assuré.



Sylvain Ngambolo expliquant les nouveaux textes organiques aux artistes et membres

d'atteindre ces buts, l'ambition des fondateurs étant d'assurer une gestion efficace et efficiente des Bana Moye EPIC.

Une assemblée générale qui évite l'explosion...

L'assemblée générale, dont l'objectif était d'expliquer les documents juridiques aux artistes et

En premier lieu, il y aura une phase d'incubation pendant laquelle l'association va solliciter des adhésions et des prises de participation : au bout de deux ans, l'assemblée générale électorale pourra se tenir.

«Tout ce que nous faisons, c'est pour le bien des artistes. Si nous en sommes arrivés là, c'est parce que

travaillent, qui sont sur scène, qui subissent la furie du soleil qui brûle le crane. On voudrait bien qu'ils ne dépendent pas seulement de ces appels, mais qu'ils réussissent à faire des spectacles leur permettant de récolter beaucoup d'argent», a-t-il expliqué, ajoutant qu'il s'agissait d'une phase transitoire.

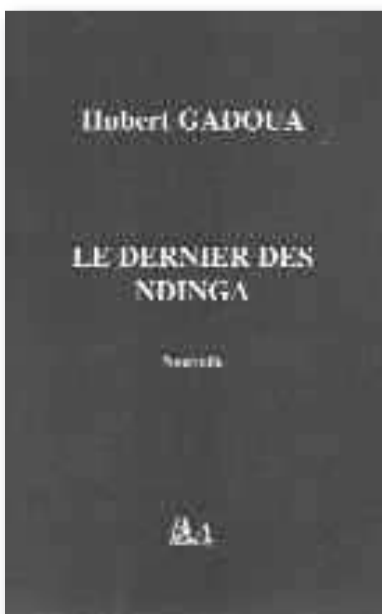
Comment rémunérer les artistes?

Pour le président du ballet Sylvain Ngambolo, la rémunération va s'évaluer selon la catégorisation des artistes, sur la base du Smig. Ainsi, le travail des artistes ne sera pas vain. Ils souhaitent d'abord trouver des associés pour apporter une contribution et constituer une sorte de fonds de roulement. Chemin faisant, a assuré Sylvain Ngambolo, la confiance va s'établir et les artistes y trouveront leur compte, d'autant que le nombre d'artistes est restreint.

Créé le 7 janvier 1995, le ballet traditionnel Bana Moye est présidé par Sylvain Ngambolo. Il est à l'origine de nombreux autres groupes dans ce même espace moye. Ses organes d'administration sont l'assemblée générale des associés, le conseil de surveillance et la direction gérance.

Bruno Okokana

EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"



RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Les stratèges de la majorité se déchaînent

Faisant fi des scénarii concoctés par les bonzes du régime pour garantir à Joseph Kabila un troisième mandat successif, les opposants, eux, plaident pour que les engagements pris par les concertateurs soient respectés et que l'article 220 de la Constitution ne soit ni touché ni révisé.

Le débat continue d'enfler au sein de la classe politique congolaise au sujet de la représentation de Joseph Kabila en 2016 aux fins de briguer un troisième mandat au mépris de l'article 220 de la Constitution. En lieu et place de l'intéressé aphone sur la question, ce sont ses lieutenants de la majorité qui donnent de la voix sur fond de contradiction quant à la position à suivre. Jamais le camp présidentiel n'a été aussi secoué dans sa cohésion en égard aux approches divergentes développées par ses cadres n'ayant pas tous la même perception des enjeux. Deux tendances se dégagent au sein de la « mouvance kabiliste » par rapport à la révision constitutionnelle présentée comme l'unique voie de sortie pour lever le verrou de la limitation du mandat présidentiel et permettre ainsi à Joseph Kabila de remplir pour un troisième mandat.

La première incarnée par le Parti du peuple pour la reconstruction et le développement (PPRD) ne fait plus mystère sur ses intentions de déverrouiller l'article 220 fixant le nombre des mandats présidentiels. Le PPRD est soutenu dans cette démarche par plusieurs partis alliés et par des indé-

pendants qui tiennent mordicus à la sauvegarde de leurs intérêts. Premier à avoir exhumé le sujet à travers son ouvrage « Entre la révision de la Constitution et l'inanition de la Nation », Évariste Boshab, secrétaire général du PPRD, est aujourd'hui rejoint par d'autres ténors du parti qui vont au-delà des axiomes pour édicter des règles de jeu. Le débat académique a, de ce fait, été sacrifié sur l'autel des intérêts politiques. Là-dessus, le sémitlant Claude Mashala apparaît comme celui que la majorité avait choisi pour dire tout haut ce qui se concocte en dessous des tables. Une façon de préparer l'opinion par rapport aux chamboulements qui s'annoncent.

Retouche de la constitution ou rien

Sans ambages, le secrétaire national du PPRD a, à la faveur d'une récente intervention médiatique, évoqué la non-organisation des élections en 2016 compte tenue de certains préalables non encore satisfaits (organisation du recensement général, découpage territorial, établissement des cartes d'identité, structuration de la Ceni, etc). Plus, il a envisagé la possibilité de modifier la loi fondamentale pour ouvrir la voie à plusieurs mandats présidentiels afin de permettre au chef de l'État d'achever son programme de gouvernance dénommé « révolution de la modernité ». Et pour allier l'acte à la parole, une pétition en faveur de la révision de la Constitution a été initiée par le même Claude Mas-



Joseph Kabila Kabange

hala. Entre-temps, certains bonzes de la majorité soutiennent la modification du mode de scrutin pour la présidentielle qui passerait au suffrage indirect, et celle relatif à la durée du mandat du chef de l'État. D'autres, visiblement mieux inspirés, vont jusqu'à préconiser l'instauration d'un régime présidentiel fort et de la création d'un poste de vice-président de la République, etc. Tous ces schémas non encore actés officiellement viseraient, de l'avis d'un observateur, « à asséner un coup fatal à l'actuelle Constitution pourtant adoptée par référendum et qui, au départ, avait reçu le quitus de ceux qui la vilipendent aujourd'hui pour des raisons politiciennes ».

Simple hypothèses

L'autre tendance au sein de la majorité

incarnée cette fois-ci par l'aile modérée milite en silence pour le strict respect de la Constitution. Plusieurs discours développés par quelques cadres de la majorité entendus sur les ondes des médias périphériques n'ont cessé de marteler sur cet aspect de choses. « Le président Kabila respectera strictement ce qui est écrit dans la Constitution. Il nous a dit qu'en 2016, il y aura un passage de flambeau civilisé entre un président qui sort et un président qui entre », avait rassuré Lambert Mende au cours d'une émission diffusée sur RFI et TV5 le 9 mars. Auparavant, c'est Aubin Minaku qui annonça dans une interview à Jeune Afrique que le président de la République allait respecter la Constitution du pays. « C'est lui qui a amené le peuple, par référendum, à adopter les dispositions constitutionnelles, du premier au dernier article. Il en est le garant, il les respecte et les fera toujours respecter », avait-il alors martelé. Cependant, cette deuxième tendance paraît minorisée dans un camp présidentiel où le credo dominateur se cristallise autour de la prolongation du mandat de Joseph Kabila. Par ailleurs, la question de lui trouver un successeur en vue d'assurer l'alternance démocratique n'est évoquée que sur les bords des lèvres.

Tout comme en 2006, le camp présidentiel se préparerait, au cours de la présente session parlementaire, à faire passer ses thèses en force en activant sa majorité mécanique au grand

dam d'une opposition affaiblie et en manque de moyens. Martin Fayulu peine à recueillir les 100.000 signatures requises pour faire passer sa pétition contre toute velléité de révision constitutionnelle. Les opposants plaident pour que les engagements pris par les concertateurs soient respectés et que l'article 220 de la Constitution ne soit ni touché ni révisé. Ils sont rejoints dans leur combat par la société civile, elle-aussi écartelée en interne dans sa manière d'appréhender les enjeux.

Pour la majorité, tous ces scénarii évoqués ne constituent que des simples hypothèses de travail émises pour alimenter le débat politique. L'opposition, quant à elle, attend que ces propositions soient portées devant l'Assemblée nationale pour lever le bouclier. En attendant, elle exhorte le chef de l'État en tant que garant des institutions et de leur bon fonctionnement à éclairer l'opinion. Au-delà de la polémique, l'application de l'article 70 de la Constitution tend à mettre un bémol aux prétentions des uns et des autres. Car, à défaut d'organiser la présidentielle de 2016 dans le délai (une hypothèse de plus en plus crédible), l'actuel président restera « en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau président élu ». Une autre possibilité susceptible de prolonger de fait le mandat de Joseph Kabila en prenant appui sur les tergiversations d'un processus électoral qui ne rassure guère. Dossier à suivre.

Alain Diasso

SITUATION SÉCURITAIRE

L'est de la RDC se pacifie davantage

Les forces négatives sont en déroute suite à l'intensification des opérations menées par l'armée congolaise avec l'appui de la Monusco.

Les Forces armées de la RDC (Fardc) poursuivent leur offensive contre les forces négatives dans l'est du pays. Après le M23, c'est le tour de la rébellion ougandaise de l'Alliance des forces démocratiques (ADF) de subir la loi de l'armée qui a le vent en poupe. Des opérations contre les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) ont également été lancées en vue d'une paix totale dans le corridor est de la RDC.

La situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu a été marquée par les succès militaires de l'armée gouvernementale soutenue par la Force onusienne sur plusieurs groupes armés. Le commandement des Fardc a en effet annoncé la défaite de la rébellion ougandaise de l'ADF dans le territoire de Beni, ainsi que celle de l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS), avec la prise de leurs derniers bastions respectifs de Saha Sita, Lukweti et Mont Sinai. Les opérations de bouclage et ratissage menées dans ces localités ont provoqué la débandade de commandants et éléments de ces groupes armés.

Des sources concordantes font état de la récupération par les Fardc soutenues notamment par des hélicoptères d'attaque de la Force de la Monusco, de trois bastions de l'ADF, Makoyoba III, camp Canada et Saha Sita, situé entre Nadui et Nobili, à environ 60 km au nord-est de Beni. Quarante-cinq rebelles de l'ADF et quinze soldats congolais ont été tués pendant cette période tandis que quatre autres militaires ont été blessés. La Monusco précise à cet effet que deux rebelles de l'ADF ont été tués et une arme de type AK-47 récupérée, au cours d'une embuscade tendue aux Fardc dans la région de Beni, le 14 mars. Il y a eu également des opérations contre les rebelles rwandais des FDLR sur l'axe Tongo-Kalengera dans le territoire de Rutsuru, auxquelles les insurgés ont réservé peu de résistance jusqu'à présent. Les forces gouvernementales ont conquis la localité de Miriki, précédemment contrôlée par les FDLR-Foca (Forces combattantes Abacunguzi).

Jeannot Kayuba

VIE DES PARTIS

Le MNC/ Lumumba bat le rappel des troupes

Pour le directeur du bureau politique de cette formation politique, cette action vise le retour au front de leur rassemblement pour un combat idéal.

Le directeur du bureau politique du Mouvement national congolais/ Lumumba (MNC/L), Joseph Bula-Bula Onya, a signé le retour de ce parti au front politique. Il a battu, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue, le 20 mars, dans sa résidence de l'UPN, un rappel de troupes en direction de tous les Lumumbistes « égarés ou non », de la jeunesse congolaise ainsi que des femmes et filles « soucieux de faire du Congo une oasis de paix, pour pérenniser la vision prophétique de Patrice-Émery Lumumba ». « Nous avons l'obligation de relancer le MNC et le reclasser dans le concert de combats politiques pour la reconquête du pouvoir », a rappelé le directeur du bureau politique de cette formation politique.

Pour atteindre cet objectif, Joseph Bula-Bula a annoncé des stratégies arrêtées par le bureau politique de ce parti. Dans le cadre de ces tactiques, le MNC compte notamment étoffer son directoire avec des « hommes intègres », en vue de faire aboutir dans le concret la pensée de Lumumba, qui a été relayée par Laurent-Désiré Kabila. Ce parti compte également relancer ses activités sur toute l'étendue de la RDC, réanimant les fiefs électoraux à travers tout le pays, en commençant par ceux du héros national, Patrice-Émery Lumumba, jusqu'à l'organisation du congrès. « Nous avons une obligation morale de tenir le congrès du parti pour un nouveau



Le directeur du bureau politique de MNC/L, Joseph Bula-Bula, devant la presse

Solidaire au combat de Joseph Kabila

En traçant l'histoire de ce parti politique, qui se confond avec celle du pays, le directeur du bureau politique du MNC/L a regretté que ce parti n'ait participé à aucun pouvoir ni gouvernement dans le pays, depuis le coup de force de 1960, qui a confisqué le pouvoir légalement et légitimement conquis par le héros national Lumumba. Pour lui, « il faut un jour que l'on reconnaisse que le sang de Lumumba et celui de Mzée Laurent-Désiré Kabila ont coulé pour le bien-être du pays et a servi à la libération du pays, avec à sa tête, le chef de l'État Joseph Kabila ».

Par ailleurs, Joseph Bula-Bula Onya s'est réjoui de voir le chef de l'État actuel, Joseph Kabila, incarner la vision de Lu-

mumba relayée par son père, Mzée Laurent-Désiré Kabila. Le directeur du bureau politique du MNC/L a profité de cette occasion pour réitérer la solidarité de ce parti au combat politique que mène le président Kabila.

Il justifie cette position par certaines « raisons évidentes » que sont notamment sa lutte pour l'émergence économique de la RDC, sa volonté de donner au peuple des réponses positives aux frustrations sociales et réelles. « Pour nous, c'est la suite logique du combat de Lumumba et de Mzée Kabila », a-t-il souligné. Bula-Bula Onya a notamment salué les prises de positions de Joseph Kabila et pour ses actes hautement nationalistes qui ont ému sa conscience entant que membre du MNC/L. Il a également reconnu l'érection du monument de Patrice-Émery Lumumba en vue de pérenniser son combat politique pour rappeler l'idéal et son combat politique, et la création et l'élevation de Mzée Laurent-Désiré Kabila au rang de héros national ainsi que l'institutionnalisation de l'ordre des héros nationaux Kabila-Lumumba. Le directeur du bureau politique du MNC/L a également remercié Joseph Kabila pour l'élevation de Christophe Gbenge, l'héritier politique de Lumumba, à la dignité de Grand cordon de l'ordre de Héros Kabila-Lumumba ainsi que de la démonstration faite de sa grande sagesse dans la conduite du pays et de la vision qui a été traduite en programme du gouvernement. « On a assisté à un esprit d'ouverture et de réconciliation », a-t-il noté.

Lucien Dianzenza

INFRASTRUCTURES

Inauguration de l'hôpital du Cinquantenaire et l'INPESS

Le chef de l'État, Joseph Kabila, procédera, le 22 mars, à la coupure du ruban symbolique de l'hôpital du cinquantenaire et de l'Institut national pilote d'enseignement des sciences de la santé (INPESS) situés dans la commune de Kasa-vubu.

D'après les informations glanées auprès du ministère de la Santé publique, l'on apprend que le ministre de tutelle, le Dr Félix Kabange Numbi, qui tient à la réussite totale de ces deux événements a momentanément aménagé son bureau avec quelques conseillers à l'hôpital du Cinquantenaire pour suivre de près tous les préparatifs.

Même à des heures tardives, le comité d'organisation chapeauté par le Dr Félix Kabange Numbi ne se lasse pas de travailler pour marquer d'une pierre blanche l'inauguration de cet hôpital qui sera géré sous le type de partenariat public-privé par la filiale indienne Healthcare group. L'inauguration de ces deux importants bâtiments abritant respectivement un hôpital moderne de niveau tertiaire et une école d'enseignement médical s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la révolution de la modernité dont le secteur de la santé occupe une place de choix.

Pour bien des Congolais, l'ouverture de cet hôpital tant attendu leur permettra de ne plus voyager à l'extérieur du pays, notamment en Inde déboursant ainsi des sommes faramineuses pour des soins de santé. Avec un personnel soignant de qualité et recruté sans complaisance, avec du matériel moderne, l'hôpital du Cinquante-

naire fera la fierté non seulement du pays mais aussi de la sous-région Fruit de la coopération sino-congolaise, cette formation médicale bâtie sur une superficie de 40 000 m² est totalement équipée avec ses 517 lits pour le service d'hospitalisation. L'hôpital du cinquantenaire comprend quatre bâtiments, à savoir le bâtiment abritant le département de l'hospitalisation avec ses annexes, le bâtiment administratif, le centre de rééducation avec une piscine par hydrothérapie, le centre d'énergie, un hélicoptère et les aménagements extérieurs. Il est doté d'un appareil d'imagerie par résonance magnétique, d'un scanner de haute résolution... Cet hôpital sera en mesure de réaliser deux mille à trois mille consultations ambulatoires par jour et 3000 interventions chirurgicales par an.

L'INPESS sera aussi inauguré le même jour. Cet établissement d'enseignement médical, don du Japon à la RDC, accueillera dans un premier temps cent vingt élèves sur un effectif global de trois cent soixante élèves prévus. Cinq filières de formation seront organisées. Cette école formera donc des infirmiers, des accoucheuses, des assistants en pharmacie, des techniciens de laboratoire et des techniciens d'assainissement. Elle assurera également la formation du personnel de santé de niveau A2. Il sera aussi organisé la formation continue des enseignants des instituts d'études médicales et des instituts des techniques médicales du pays ainsi que des professionnels de santé de niveau A 2.

Aline Nzuzi

DISTRICT DE TANGANYIKA

Début effectif de la campagne de vaccination contre la rougeole

Le comité de coordination de la localité a donné les premiers chiffres sur l'atteinte de la cible au premier jour de la campagne dans toutes les onze zones de santé.

La campagne de vaccination contre la rougeole des enfants de six mois à 10 ans est couplée à la vaccination contre la poliomyélite des enfants de zéro à 5 ans et à l'enregistrement des naissances des enfants âgés de zéro à trente jours. Au cours de sa réunion du 19 mars présidée par le médecin de district, le comité de district de coordination (CDC) se dit satisfait du début de la campagne dans toutes les zones de santé, malgré que certaines zones aient connus du retard dû à la logistique.

Dans tout le district, la population cible est de 894.353 enfants de six mois à 10 ans pour la vaccination contre la rougeole ; 512.220 enfants de zéro à 5 ans pour la polio et 40.889 enfants de zéro à quatre-vingt-dix jours sont attendus pour l'enregistrement à l'état civil. Au premier jour de la vaccination, 20.156 enfants ont déjà été vaccinés contre la polio et 36.850 ont reçu le vaccin contre la rougeole.

Initiée par le niveau national, cette campagne s'inscrit dans le cadre du contrôle de la rougeole et l'éradication de la poliomyélite. « Dans le cadre de la rougeole, c'est une campagne de suivi selon les stratégies de Programme élargi de vaccination, laquelle est différente de la campagne de riposte », a déclaré Dr Collard Madika, médecin chef d'antenne du PEV du district de Tanganyika, qui a



Le médecin de district de Tanganyika présidant la réunion du CDC

expliqué que la campagne de riposte se fait lorsqu'il y a une épidémie tandis que la campagne de suivi intervient 3 à 5 ans après la riposte.

Vaccination dans les frontières

Le médecin chef d'antenne a fait savoir que les dispositions sont prises pour vacciner les enfants se trouvant dans les frontières. « Nous avons élaboré une stratégie en mettant des sites de vaccination dans les frontières avec tous les pays. Lorsqu'il y a un bateau qui accoste, nous installons un site de vaccination au port pour ramasser tous ces enfants qui viennent de ces pays frontaliers », a-t-il déclaré.

A l'issue de la réunion du CDC, le médecin directeur adjoint du Pev, Dr Guylain Kaya, a prévenu les membres de la décision du niveau central de ne plus mobiliser les fonds en cas de résurgence de l'épidémie. « C'est le district lui-même qui aura la

charge de mobiliser les fonds », a-t-il insisté. Pour bien évaluer les résultats de la campagne, Dr Guylain Kaya a invité les zones de santé d'envoyer non seulement les données sur le nombre des enfants vaccinés, mais ils doivent aussi accompagner ces chiffres des données sur la gestion des vaccins. « Autant des doses reçus, autant des enfants vaccinés », a-t-il déclaré.

Avec l'appui de ses partenaires, le PEV a adopté une approche sectorielle en organisant progressivement des campagnes de suivi contre la rougeole dans toutes les provinces. Les provinces du Nord et Sud-Kivu, l'Équateur et la Province Orientale ont déjà vacciné en 2013. Pour cette année, le Katanga et le Maniema vaccinent au mois de mars tandis qu'au mois de mai, ce sera le tour des deux Kasai. Les provinces de Kinshasa, Bandundu et Bas-Congo vont clôturer cette série de campagne de suivi.

Gypsie Oïssa Tambwe

CIRCULATION ROUTIÈRE

Des sessions de recyclage des chauffeurs de transport en commun du secteur privé

L'objectif est d'améliorer leurs connaissances de la conduite automobile.

La Commission nationale de prévention routière (CNPR) vient de lancer, le 18 mars, une série de sessions de recyclage des chauffeurs de transport en commun du secteur privé et leurs aides dits « receveurs ». L'objectif poursuivi est, selon cette structure, d'améliorer leurs connaissances de la conduite automobile. La CNPR a également expliqué que chaque session dure quarante heures de cours dont la théorie et la pratique, alors que les brevets sanctionnant la première session 2014 ont été remis le 19 mars.

Pour le président de la CNPR, Vale Manga, ces sessions sont motivées par le fait que les routes kinoises sont devenues plus spacieuses ces cinq dernières années. À l'en croire, plus exposées à la vitesse, elles sont également exposées aux accidents.

De son avis, cette série de sessions de recyclage est aussi conforme à la recommandation légale du pays, qui prévoit un recyclage des conducteurs chaque



Un contrôle de routine de la police de circulation routière à Kinshasa

trois ans en vue de réduire les accidents de la route. « Nous avons maintenant plus de 10 000 panneaux implantés et il faudrait que les chauffeurs sachent les interpréter », a-t-il expliqué.

Ces sessions, note-t-on, interviennent alors que la capitale congolaise déplore des accidents de la route dus notamment au mauvais comportement des conducteurs dans la chaussée ainsi qu'au non-respect du Code de la route. Les autres sinistres sont causés par l'état défectueux des vé-

hicules surtout ceux affectés au transport en commun dont les bus, taxis et taxi-bus.

Lutter contre les accidents

Pour lutter contre ces accidents, le gouvernement provincial a pris une série de mesures parmi lesquelles l'obligation du contrôle technique décidée au mois de janvier. Le week-end dernier, le gouverneur de la ville-province de Kinshasa, André Kimbuta Yango, est venu accorder un deuxième

moratoire de quarante-cinq jours aux propriétaires des véhicules affectés au transport en commun en vue de se conformer à cette exigence. Ce nouveau délai, qui a pris effet le 15 mars, expirera le 1er mai. Dans son intervention, André Kimbuta, qui a motivé sa décision par la demande de l'Association des chauffeurs du Congo (Acco), a noté que ce moratoire était le dernier. L'autorité urbaine se dit pas disposée à accorder un autre délai de grâce aux propriétaires de ces engins. Elle promet par ailleurs qu'au 2 mai, un contrôle sévère sera instauré sur toutes les artères de la ville en vue de mettre hors circuit tous ceux qui ne se conformeront pas à ces mesures. En plus du contrôle technique, les véhicules affectés au transport en commun devront également se soumettre aux couleurs exigées (bleu-jaune), à la police d'assurance, à l'autorisation de transport et aux autres taxes de circulation routière. Pendant que les obligations sur la couleur et le contrôle technique sont soumis au moratoire de quarante-cinq jours, les véhicules doivent, selon le gouverneur, pres-

crire aux autres obligations et le contrôle pour cela continue sur toute l'étendue de Kinshasa.

Cette mesure de contrôle technique obligatoire, note-t-on, vise premièrement les bus de marque Mercedes 207 et autres qui pullulent dans ce secteur de transport en commun. La majorité de ces engins ne répond pas aux normes de transport et de circulation. C'est pour obliger les propriétaires à les conformer aux normes qu'on les a obligés de se faire obligatoirement contrôler.

Pour beaucoup, le souhait est de voir les bus des gouvernements central et provincial envahir les différents itinéraires en vue de résorber le problème de transport à Kinshasa. Une promesse a également été faite dans ce sens par le gouverneur André Kimbuta, dont le gouvernement attend l'arrivée d'un autre lot de bus, qui s'ajoutent à ceux qui sont déjà en service dans la capitale congolaise. André Kimbuta compte également sur les bus du gouvernement central dont une bonne partie est déjà à Kinshasa.

Lucien Dianzenza

MICRO-FINANCE

Le secteur serait le mieux coté du pays

Pour la Banque mondiale (BM), ce secteur est le plus dynamique de l'économie congolaise avec plus d'un million de clients en 2013, dont 38% de femmes, a affirmé son directeur des opérations pour les deux Congo, Eustache Ouayoro.

Sur ce même secteur, la Fédération des entreprises du Congo (FEC), pour sa part, reste très critique. Pour elle, les données de l'Association des banques congolaises sont « peu encourageantes ». Elle prend pour exemple le taux de bancarisation établi à 5% contre une moyenne régionale de 25% et ce, en dépit de la bancarisation de la paie des fonctionnaires. Plus loin, elle déplore la faiblesse du crédit à l'économie, soit 10% du PNB contre 30 à 40% en Afrique subsaharienne. Enfin, elle relève la faible capitalisation des banques prises individuellement responsable, selon elle, d'une intervention limitée par secteur ou par entreprise, avant d'épingler la concentration des activités bancaires dans les grands pôles économiques, principalement les villes du pays.

Malgré les chiffres peu reluisants, le secteur a connu effectivement une progression considérable du nombre de clients en l'espace de six ans. Mais ces efforts devront se poursuivre pour redorer la situation économique et financière du



Le siège de la Banque mondiale à Kinshasa

pays. « Notre mission en RDC doit avant tout soutenir des activités qui stimulent la compétitivité des industries à fort potentiel et permettre de faire tomber les principaux obstacles au développement économique », a insisté le chef de projet à la BM, Steven R. Dimitryev.

30 millions \$ en faveur de la RDC

Eustache Ouayoro a annoncé l'approbation par le Conseil d'administration de la BM, le 18 mars, d'un don de 30 millions de dollars

américains pour aider les jeunes et les femmes, en soutenant la modernisation du système bancaire et le financement des micro-entreprises. Ce financement contribuera à stimuler la croissance économique et à donner aux familles la possibilité de sortir de la pauvreté grâce à un secteur financier congolais consolidé et à une facilité d'accès aux financements tant pour les entrepreneurs que les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), a martelé Steven R. Dimitryev.

Concrètement, il s'agit de renforcer le rôle de quelques institutions de micro-finance et des banques commerciales dans les services de prêts adaptés aux MPME et aux entrepreneurs. Cette facilité d'accès au crédit concernera des financements à moyen et long termes. Pour le cas des femmes, elles auront également la possibilité de suivre un apprentissage adapté en gestion financière. Ce fonds viendra ainsi en appui au Projet Infrastructure financière et marché qui vise à améliorer le sys-

tème bancaire en créant une plate-forme électronique et des offres de financement adaptées aux chefs d'entreprises. L'on espère ainsi promouvoir les services électroniques et accessibles à distance, notamment par téléphone. D'autres projets en cours, notamment le CDSP pour la compétitivité et le développement du secteur privé, ont permis par le passé d'améliorer la gestion et la régulation de l'activité bancaire ainsi que la sécurité des investissements.

Du côté de la FEC, l'on se dit convaincu que le plus grand défi est d'arriver à mettre en place en RDC un véritable marché financier local et à renforcer les contacts avec les partenaires expérimentés. Il reviendra à la Banque centrale du Congo de le créer pour drainer également vers les entreprises les milliards de dollars qui circulent dans l'informel. La FEC partage l'avis selon lequel la facilitation de l'accès au financement des promoteurs nationaux de PME par un système garanti de prêts et de crédit à taux bonifié demeure une urgence pour le pays. Pour la FEC, il faut songer dès cette année à mettre en place un guichet de refinancement à moyen et long termes au sein de la Banque centrale du Congo pour les PME et PMI.

Laurent Essolomwa

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU DÉVELOPPEMENT RURAL

Démarrage bientôt du recensement biométrique des agents et fonctionnaires

Selon le ministre de tutelle, Jean Chrysostome Vahamwiti, cette opération d'identification vise le rajeunissement du personnel dudit ministère par la mise en retraite honorable de tous les agents ayant atteint l'âge légal de retraite, à savoir 65 ans.

L'opération concerne tous les agents sous-statuts et sous-contrat. Parlant de statut des agents, Jean Chrysostome Vahamwiti précise qu'un agent de l'État est sous statut quand il est engagé par le ministre de la Fonction publique par l'attribution d'un numéro matricule. « Tous les responsables politiques et administratifs à différents niveaux savent qu'ils n'ont pas de pouvoir d'engager des agents de l'État si ce n'est sous la forme prescrite par la loi sous la coordination du ministre de la Fonction publique », martèle-t-il. L'identification des agents et fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et du développement rural se fera sans complaisance. Le personnel concerné par cette opération sera recensé « gratuitement, sans état, sans sentiment ni règlement des comptes entre différents agents ».

En outre, cette opération, à entendre le ministre de l'Agriculture ne vise pas la mécanisation des agents qui ne le sont pas encore. Après la mise en retraite, le

ministère procédera à l'engagement de milliers de jeunes cadres. Tout cela, explique Jean Chrysostome Vahamwiti, se passera dans le respect de la loi en la matière et de préférence sur concours tel que cela a été le cas pour le recrutement des cinq cents jeunes cadres en 2011 au sein de ce ministère.

Le déroulement du recensement

La première opération consistera en la prise des photos et la capture des empreintes digitales. Cela dans l'objectif de déterminer le personnel éligible à la retraite. Il sera question donc de collecter les informations sur le parcours professionnel des agents des administrations. Les informations recueillies seront exploitées pour constituer une base des données fiables. Celle-ci sera mise à la disposition des services utilisateurs.

De cette base des données, il sera tiré les listes des agents qui seront sélectionnées pour être mis en retraite et les listes du personnel qui va devoir continuer de travailler. Il est également prévu dans le cadre de cette opération d'identification des agents et fonctionnaires du ministère de l'Agriculture de préparer les projets des actes de mise à la retraite à l'attention de la hiérarchie, préparer l'opération de la paie des indemnités de fin de carrière et de déga-ger l'impact financier y afférent.

Aline Nzuzi

MINISTÈRE DU PLAN

Un rapport national sur le développement humain en chantier

Le document permettra de mesurer le niveau de développement du pays en termes de tous les indicateurs économiques et sociaux.

Dans son engagement de fonctionner comme un État normal et des normes universelles, la RDC s'attelle à confectionner son rapport national sur le développement humain pour l'année 2014. Le lancement des travaux d'élaboration de ce document stratégique a eu lieu le 18 mars en présence du ministre du Plan, Célestin Vunabandi Kanyamihigo. Le



Le ministre du Plan, Célestin Vunabandi

nouveau rapport sera le quatrième de la série qu'aura à élaborer le gouvernement, le tout dernier ayant été publié en 2010 avec pour thème : « La décentralisation et la gouvernance démocratique face à l'impératif du développement humain ».

C'est depuis 2002 que le pays s'est engagé sur cette voie avec l'appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et d'autres partenaires qui accordent des facilités nécessaires pour arriver à cette fin. Ce

genre des rapports, indique-t-on, permet de mesurer le niveau de développement du pays en termes de tous les indicateurs économiques et sociaux.

Pour le rapport en cours d'élaboration, il est placé sur le thème « Cohésion sociale et émergence de la RDC ». Il permettra, de l'avis du ministre du Plan, d'apprécier de manière objective la marche du pays vers la réalisation des objectifs de développement. Parlant de la thématique retenue pour cette édition, Célestin Vunabandi estime que ledit rapport favorisera la consolidation de l'exercice de recherche d'un consensus national autour des objectifs du développement de la RDC. Et le ministre d'ajouter que ce document appuie les initiatives de renforcement de la cohésion nationale à l'instar des concertations nationales convoquées en septembre dernier par le chef de l'État.

Alain Diasso

DIVISION 1

Résultat de parité entre FC MK et Lupopo à Kinshasa

Kabandu Kadima a marqué pour FC MK à la 47e minute et Onendika a égalisé pour Lupopo à la 53e minute. Lupopo garde sa deuxième place avec vingt-trois points, tandis que FC MK totalise douze points avec un match en retard.

Le FC MK de Kinshasa et le FC Saint-Éloi Lupopo ont fait match à égalité d'un but partout, le 19 mars, au stade Tata-Raphaël de la Kethule de Ryhove de Kinshasa, en match comptant pour la 13e journée du groupe A de la 19e édition du championnat national de football.

Les joueurs du coach ivoirien Bruno Bla ont été les premiers à ouvrir la marque à la 47e minute de jeu par l'attaquant Kabangu Kadima d'une frappe à bout portant que le gardien de but Joseph bulayima du FC Saint-Éloi Lupopo n'a pas pu arrêter. Mais la réaction des poulains de l'entraîneur José Mundele a été assez rapide. Sur un corner obtenu à la 53e minute, le défenseur central Onendika de Lupopo (ancien du FC MK) a égalisé



FC Saint-Éloi Lupopo

de la tête, catapultant le cuir dans les buts gardés par le gardien de but Nathan Mabruki du FC MK. Au terme d'une partie fort engagée, les deux équipes se sont donc partagé les points. Ce score d'un but partout permet à Lupopo de garder sa deuxième place du groupe A du championnat national de foot-

ball en totalisant désormais vingt-trois points. Le FC MK pour sa part compte désormais douze points avec un match en retard.

L'on doit noter que la rencontre entre l'AS Nika de Kisangani et le CS Don Bosco de Lubumbashi, disputée le 18 mars, au stade Lubumba de Kisangani en Province

Orientale, s'est achevée en queue de poisson, alors que CS Don Bosco menait à la marque par un but à zéro, une réalisation d'Hervé Kamba à la 15e minute, les supporters de Nika s'en sont pris au deuxième arbitre assistant Kadusi à la 27e minute, provoquant ainsi l'arrêt de la partie. Tout est parti en

ville, il y a eu de jets de projectiles sur l'aire de jeu pendant plusieurs minutes, jusqu'à ce que les officiels du match ont été contraints de quitter le stade Lumumba à la sauvette. Vraisemblablement, l'AS Nika va écoper d'un forfait au profit de Don Bosco qui comptera dix-neuf points. Nika compte dix-sept points et va perdre sa troisième place au profit de Don Bosco.

Dans le groupe B, le secrétariat de la Ligue nationale de football (Linafoot) a, dans un communiqué, renvoyé le match entre l'OC Muungano et Daring Club Motema Pembe (DCMP) au 22 mars au stade de la Concorde de Kadutu à Bukavu. L'instance organisatrice de la Division 1 a évoqué le cas de force majeure du fait que le DCMP ne peut rejoindre Bukavu que le 21 mars. C'est aussi le cas du match entre Don Bosco et Dauphins Noirs de Goma qui se jouera également le samedi, le temps d'attendre que Don Bosco quitte Kisangani pour retourner à Lubumbashi où aura lieu la rencontre.

Martin Enyimo

NORD-KIVU

Lancement du projet de construction de trente écoles

Le projet d'une valeur de 1,6 million de dollars va consister en la réhabilitation ou la construction de près de cent quatre-vingts classes, l'équipement et la formation d'enseignants.



Des élèves dans une école de Kinshasa par là. Les enfants sont nés dans ces conflits », a-t-il expliqué.

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, Maker Mwangi, a lancé, le 19 mars, un projet de construction et de réhabilitation de trente écoles à Goma. Ce projet financé par le gouvernement japonais à hauteur de 1,6 million de dollars vise les territoires de Masisi, Rutshuru et Nyiragongo, dans le Nord-Kivu.

Le directeur pays de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) en RDC, Abdourahmane Diallo, qui avait accompagné le ministre congolais, avait noté à radiokapi.net que ce projet va consister en la réhabilitation ou la construction d'à peu près cent quatre-vingts classes ainsi que l'équipement et la formation d'enseignants. « Une formation psycho-sociale, une formation à la culture de la paix. C'est très important. Vous savez que tout commence

Il a été rappelé que les déplacés fuyant les violences dans leurs milieux vers la ville de Goma étaient souvent logés dans des écoles ou des églises, à défaut de trouver des places dans des familles d'accueil. « Les écoles devraient être protégées comme les sites du patrimoine mondial, comme les églises. Ça doit être des endroits qu'on doit toujours respecter », a indiqué le directeur pays de l'Unesco, qui a appelé tous les partenaires dans ce domaine à se mettre au travail pour « mettre les enfants dans les meilleures conditions d'apprentissage ». Le directeur pays du Fonds des Nations unies pour l'enfance avait également fait partie de cette délégation qui avait fait le déplacement pour le Nord-Kivu.

Lucien Dianzenza

FORUM AFRICA CEO

La prochaine édition se tiendrait en Afrique

Les deux éditions précédentes organisées à Genève, capitale suisse, ont permis d'asseoir la notoriété de ce grand rendez-vous des dirigeants africains mais la Banque africaine de développement (BAD), coorganisateur de l'événement avec le groupe Jeune Afrique, a estimé que le moment est venu pour revenir dans le continent où évoluent des entreprises européennes, américaines et japonaises.

L'organisation de l'Africa CEO forum en Afrique posera des exigences, notamment l'ouverture du pays africain hôte sur le reste du monde, particulièrement les espaces francophone et anglophone. Mais l'Afrique doit malgré tout reprendre ses droits, avec ses forces et ses faiblesses, a tranché le président de la BAD, Donald Kaberuka. Au terme de la troisième édition, Donald Kaberuka a réaffirmé l'intérêt de placer l'Afrique dans une chaîne de valeur pour renforcer son intégration. Il s'avère indispensable, a-t-il ajouté, de prendre pour modèle d'intégration l'Europe avec son Airbus fabriqué partout, y compris en Afrique du Sud, mais assemblé à Toulouse, en France.

En se mettant ensemble, Airbus a réussi à concurrencer le géant américain Boeing. C'est le nouveau visage du commerce international qui doit forcément donner matière à réflexion pour les pays du conti-

nent africain. Il est possible pour l'Afrique de réfléchir dès à présent à la production des minibus, par exemple. Une Afrique mieux intégrée est aussi un continent qui se parle. « Nous ne sommes pas ici pour faire des déclarations générales mais pour articuler des problèmes, notamment par secteur », a-t-il ajouté. Un autre forum du genre se tiendra en mai : l'Africa Health forum. Le défi n'est pas de multiplier les forums ou de chercher à élaborer des déclarations qui ne seront jamais appliquées mais la démarche est plus pragmatique. « Tout cela est cumulatif : chaque forum s'ajoute au précédent. Et il faut savoir continuer à se parler entre les forums ».

En effet, il y a bien des questions qui méritent une attention particulière du continent

C'est le prix à payer pour voir émerger une Afrique plus compétitive. Les dirigeants africains doivent composer avec les nouveaux partenaires chinois, brésiliens ou indiens pour mobiliser les financements indispensables à la construction des infrastructures. Selon une étude d'Eco Bank, rien que les coupures d'électricité génèrent des pertes économiques de l'ordre de 80 heures de travail par mois pour une grande majorité des entreprises.

Forcément, cela se répercute sur le coût final du produit. Pour cette deuxième édition arrivée à son terme le 19 mars, l'on a connu durant ces trois jours la participation active de 150 banquiers et financiers ainsi que des patrons de l'agro-

« Nous ne sommes pas ici pour faire des déclarations générales mais pour articuler des problèmes, notamment par secteur »

africain. Pour preuve, les coûts de transport des marchandises s'établissent à 10 000 dollars américains et onze à dix-sept jours de délai pour déplacer un seul conteneur par voie terrestre de Dakar à Ouagadougou, soit 2 000 km, alors que le même conteneur transporté sur la même distance en Chine ne coûtera à l'entrepreneur que 2 300 à 1 000 dollars américains. Aussi les défis en infrastructures du continent africain vont-ils bien au-delà des routes et ponts pour intégrer la bureaucratie et l'administration.

industrie, des télécoms, des transports, de l'énergie et des travaux publics. Il y a eu une délégation de RDC constituée d'opérateurs économiques, notamment les patrons des agences de publicité et communication. Sur le plan du bilan des assises, on a compté huit conférences thématiques consacrées aux diverses tendances du capitalisme sur le continent, notamment les ressources naturelles, le family business, l'intégration financière et l'agrobusiness.

Laurent Essolomwa

SEMAINE DE LA FRANCOPHONIE

Vijana Jazz se révèle au public

Le sextuor composé exclusivement des élèves de l'Institut des arts et des spectacles a fait très bonne figure à son premier grand concert public livré, le 18 mars, au Centre Wallonie-Bruxelles.

Six des dix morceaux du répertoire de la soirée étaient des compositions personnelles du jeune jazz band. Pour sa première sortie, Vijana Jazz a tenu à laisser ses marques. Dans la section rythmique, il fallait compter sur Danny Ngunga à la batterie, Dedieu Munene à la basse, Chérubin Ngemba à la guitare, Isaac Singi aux percussions et Doxa Landu au piano, tandis que la section mélodique était tenue par le saxophone de Jean-Louis Musumba.

Le public très enthousiaste à l'écoute du sextuor ne manquait pas de l'encourager par ses acclamations à la fin de chaque morceau. Des fois même, il n'attendait pas la fin, enchanté par les influences musicales locales observées dans certains interprétations. Raga, un air où se percevait un mé-

lange de musique indienne et de salsa avait donné le ton de la soirée qui semblait avoir pour vedettes le guitariste et le saxophoniste. L'arrangement de Je veux t'adorer, fait par le directeur artistique du groupe Doxa, a rendu encore plus appréciable le gospel bien connu de plusieurs et souvent interprété à Kinshasa. Clair de lune, né d'un arrangement commun a eu sa part d'applaudissements avant Vijana Jazz, une improvisation libre mise sur pied juste quarante-huit heures plus tôt nous a confié Doxa, visiblement fier du rendu de cette œuvre de dernière heure. « Comme il est tout nouveau nous l'avons momentanément baptisé Vijana Jazz afin de l'insérer dans le répertoire de la soirée le temps de lui trouver un autre titre plus convenable », a-t-il affirmé.

Après cette série qui a servi à faire montre de leur créativité personnelle, Vijana Jazz est passé à des interprétations de grandes figures du jazz telles que Earl Klugh, Charlie Parker et Wes Montgomery. Des moments que les férus



Un extrait du concert du 18 mars avec Jean-Louis Musumba à l'avant-plan

de jazz présents dans la salle ont affectionné. Et pour finir en beauté, mutuashi et seben se sont invités. Entre les deux, le slow I'm thirsty s'est élevé comme une complainte agréable à entendre. Dans Two colours, qui lui a précédé ont été ressentis les influences du rythme kasaïen mixé à

du blues. Isaac a alors pris la liberté de gagner le devant de la scène échangeant ses percussions contre le ditumba dont le son particulier a ravi le public. Il n'y avait pas mieux que Yaka Tobina pour créer une ambiance festive. Le seben que certains condisciples des stars de la soirée semblaient

connaître par cœur s'est joué en chœur. Les instruments du sextuor devaient désormais rivaliser avec les sons émis par plusieurs d'entre eux, occupés à reproduire, mieux imiter un instrument ou un autre avec sa bouche. Un exercice auquel ils s'adonnaient avec ferveur.

Nioni Masela

MUSIQUE

« Désoléééé », nouvel album de Faya Tess

L'opus, produit par Paulkamusic France, été mis sur le marché depuis le 1^{er} mars.

L'artiste qui vit en France, depuis plusieurs années, a donné une conférence de presse qui s'est déroulée à Vitry-sur-Seine en banlieue parisienne.

« Désoléééé » succède au précédent album « Libala ya temps plein » que la chanteuse avait mis sur le marché il y a quelques années. L'artiste envisage de se rendre à Kinshasa au courant de l'été 2014 pour la promotion de ce nouvel album, dont le clip du titre éponyme « Désoléééé » est déjà en ligne sur Youtube. Elle devrait se produire en live à Kinshasa ainsi qu'au Congo Brazzaville, a fait savoir son producteur lors de la conférence de presse.

« C'est un album qui ne laissera pas le public indifférent. Il contient mélodies très sublimes avec des textes optimistes et engagés qui s'appuient sur des histoires vraies », avait fait savoir l'artiste au cours d'une précédente interview. Adeptes et pure produit de la Rumba, Faya Tess déclare vouloir se réapproprier ce style musical congolais avec son histoire et ses fondamentaux.

Née en 1966, Kishila Ngoyi Thérèse s'est fait connaître du grand public lorsqu'elle intègre en 1986 l'Afrisa International de Tabu Ley Rochereau, aux côtés de Mbilia Bel. Surnommée « La Sirène-d'eau-douce », elle excelle



Faya Tess envisage de se rendre à Kinshasa pour la promotion de son album

dans la danse et au chant notamment en interprétant les célèbres tubes « Camarade O » et « Moto akokufa ». pendant une dizaine d'années, elle aligne différents albums notamment Camarade O(1986), Nadina (1988), Moto Akokufa (1989), Allo paris (1991), Sam Tora (1993), Kebo beat (1997), Kingodi ngodi (1998), Keba (2000), Bana (2004) et libala ya temps plein(2009). En dehors de ses propres projets musicaux, Faya Tess collabore dans d'autres albums de ses collègues musiciens. C'est ainsi qu'elle a notamment interprété la chanson « Paulina » de l'artiste Elba Top.

Patrick Kianimi

PORTRAIT

Sidonie Madoki, passionnée de danse africaine

Danseuse professionnelle, l'artiste originaire de la RDC organise régulièrement des sessions d'afro danse en Belgique.

Formée avant tout en danses d'Afrique de l'ouest, Sidonie Madoki a tourné dans plusieurs spectacles de diverses formations. Elle est présidente et chef de groupe de l'ASBL «Banafro » qui vise à promouvoir la danse et la culture africaine auprès des enfants. Elle enseigne la danse africaine lors de divers stages et formations pour un public professionnel et amateur. « Banafro » est la contraction de Bana Ya Africa (Les enfants de l'Afrique).

La danse a toujours été une évidence pour Sidonie Madoki. Elle, qui n'a pas grandi en Afrique, a d'abord débuté par la danse classique avant d'enchaîner la danse moderne. Mais la jeune fille de l'époque n'est pas encore artistiquement satisfaite. Vers l'âge de 16 ans, elle entend parler des premiers cours de

danse africaine, qui se donnaient à Bruxelles. C'est le déclic. Elle commence par apprendre les danses d'Afrique de l'ouest auprès de différents professeurs à Bruxelles. Elle perfectionne son art en côtoyant des troupes de danse traditionnelle au Burundi, au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Forte de cette expérience acquise lors de ses voyages en Afrique, elle se lance dans l'enseignement de la danse vers 1993, avec des fillettes, qui avaient entre 6 ou 7 ans et qu'elle a encadrées pendant plusieurs années. Après des années de pratique des danses de l'Afrique de l'ouest, Sidonie Madoki se tourne finalement vers l'apprentissage des danses congolaises en intégrant une troupe de danseurs congolais de Bruxelles. Le groupe évolue surtout dans la communauté congolaise, pour les cérémonies familiales et aussi des fêtes belges. « Danser les danses congolaises, cela a été pour moi, après tout ce

parcours, une expérience unique. Les ngomas résonnent de façon différente des djembés. Je le ressens dans mon ventre : mon grand-père était un grand joueur de ngoma et j'ai l'impression d'avoir réintégré un univers qui m'est propre et qui m'a attendue tout ce temps : c'est donc très fort pour moi », a-t-elle indiqué au cours d'une interview.

La danseuse professionnelle mixe ainsi les danses d'Afrique de l'ouest avec les danses congolaises en faisant « se rencontrer des mouvements qui n'avaient pas vocation à se rencontrer dans la tradition ». Elle s'approprie ainsi la danse africaine comme une technique à part entière au même titre que la danse-jazz ou la danse classique. Car, estime-t-elle, «cette technique d'expression culturelle doit mûrir pour devenir une véritable discipline ».



Sidonie Madoki

P.K.

INSALUBRITÉ

Certains lieux nécessitent des opérations d'assainissement

À l'image de ce qui se passe dans des marchés de la ville, où certains jours sont consacrés à leur assainissement, plusieurs sites rendant la ville très sale nécessitent des opérations de désherbage et de curage des caniveaux.

De hautes herbes aux abords des rues et le long des rivières traversant de part en part la ville, donnent l'impression que la ville océane souffrirait d'un réel manque d'entretien. « *Malgré quelques rares endroits assainis, dans l'ensemble, il faut reconnaître que la ville d'une façon générale, est sale. On y voit à des endroits différents soit des tas d'immondices, soit des herbes débordantes, qui nous feraient croire que l'on est dans la brousse. Pourquoi ceux qui en ont la responsabilité ne se préoccupent-ils pas d'opérations d'assainissement ?* », s'est interrogé un Ponténégrin. Ce dernier pense que la capitale économique devrait être l'une des villes les plus propres du pays. D'autres exemples corroborent cet état d'insalubrité, comme une portion du tronçon routier de l'avenue allant de l'hôtel Elais à l'avenue Mâ-Loango, l'avenue Bord-Bord en face du centre des sapeurs-pompiers, les rives bourrées en herbes et immondices des rivières Tchinouka et Bakadila, les herbes flottantes sur les eaux au quartier Saint-Pierre, les rives

de la rivière se trouvant entre le tronçon routier du rond-point Guénin et du rond-point Sympathique, l'espace se trouvant sur l'avenue Savon au croisement de l'avenue Jean-Félix Tchicaya au niveau du pont, la bordure extérieure du lycée technique commercial du côté du stade V-Club, sans oublier plusieurs points d'intersection d'avenues en centre-ville. « *La ville souffrirait peut-être d'un manque de matériel adéquat pour son assainissement, cette question n'étant pas une priorité au niveau des décideurs municipaux. Même les inondations que nous subissons souvent à la moindre pluie, seraient dues au bouchage des rivières et à un manque d'entretien* », a déclaré un autre habitant victime des eaux de pluie dans la nuit du 4 au 5 mars dernier.

Sur quelques marchés de Pointe-Noire, on ne peut que constater des mauvaises odeurs, des tas d'immondices et de la saleté de toute sorte, à côté des vieilles mamans qui vendent légumes, safous, avocats, manioc, oignons, tomates...

Faustin Akono

NGOYO

L'orphelinat Amour-de-Dieu reçoit des vivres

La remise du don a eu lieu en présence des membres de l'Association de soutien aux orphelins du Congo (Assoc). Ces dons sont composés de sacs de riz, de bidons d'huile, de boîtes de lait, de beurre, de chocolat, de cartons de spaghettis, de savon et autres.

« *Nous sommes très émus du geste de l'Assoc, et nous souhaiterions que d'autres associations, de la place ou d'ailleurs, en charge de ces questions s'inspirent de cet exemple pour améliorer les conditions des enfants à travers tout le pays* », a déclaré Françoise Bouyou, promotrice de l'orphelinat Amour-de-Dieu. Elle a aussi saisi cette opportunité pour présenter aux membres de l'association les difficultés freinant le fonctionnement normal de sa structure, comme l'absence de mur de clôture, d'un forage d'eau, d'électricité et autres. Pour sa part, Alias Bouity, responsable



Béatrice Bouyou recevant un échantillon du don

Évangélisation de l'association, a adressé une prière pour l'Assoc en vue d'appuyer les réalisations entreprises précédemment par la direction de l'orphelinat Amour-de-Dieu. En effet, en sa qualité d'association à caractère religieux, l'Assoc se dit déterminée à poursuivre sa mission, à savoir le soutien des

enfants orphelins du Congo. Depuis sa création, en 2011, l'association est réputée pour l'assistance aux orphelins. Ses membres sont d'ailleurs affectueusement appelés « Papa ou Maman » par les orphelins des deux principales villes du Congo, Brazzaville et Pointe-Noire.

Séverin Ibara

CATCH

Un tournoi en mémoire des anciens catcheurs

Pointe-Noire abrite depuis le mercredi 19 mars une compétition de catch, organisée en mémoire des anciens catcheurs.

Les combats se déroulent au stade Kokolo-Kopa dans le deuxième arrondissement de la ville océane, et prendront fin le dimanche 23 mars. Le mot « catch » vient de l'expression anglaise « catch as catch can » qui signifie « attrape-le comme tu peux ». Pour certaines personnes, le catch est une discipline beaucoup plus théâtrale que sportive même s'il nécessite une excellente condition physique. À Pointe-Noire, voire dans toute la

République du Congo, le catch a perdu ses lettres de noblesse, à cause du manque de compétitions. Car autrefois, pour la promotion de la discipline, il se tenait dans la capitale congolaise des tournois inters Pool Malebo mettant en prise les catcheurs de la République du Congo et ceux de la République démocratique du Congo.

Le catch est un sport de contact, pratiqué par des professionnels qui s'ins-

pirent des différentes techniques de lutte, et qui s'affrontent à 2 ou à plusieurs sur un ring. Au cours d'un combat, les risques de se blesser sont bien réels. Notons que, contrairement au catch américain ou occidental, le catch congolais se mêle de fétiches, de quelques notes de fanfares qui s'accompagnent de pas de danses, tout ceci dans le but d'attirer le public.

Prosper Mabonzo

NOUVELLE PEUGEOT 301

NÉE DE 120 ANS D'EXPÉRIENCE AUTOMOBILE.



▶ 10.500.000 FCFA HTVA
* QUANTITÉ LIMITÉE

MOTION & EMOTION



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Matève
Brazzaville : Bld Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com

BP 1110 - Tél.: (242) 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 504 93 33 / 06 665 14 38/39

MOTS FLÉCHÉS N°019

JEUX PROPOSÉS PAR rci-jeux.com

SUDOKU N°019

ÉPREUVE À REFAIRE	BAGDAD EST SA CAPITALE	BLESSÉE	ROUES À GORGE	AVANCES DE CAPITAUX	FAIT LE JOINT	BOMBES POUR PRODUITS MÉNAGERS
PRIVÉE DE SEIN	EFFECTIF	COMPTER UN À UN		ÉVIDÉ	PROVINCE DU CANADA	
			MIT EN PRISON			
LIMPIDE						
COMBATIVITÉ			ANGLAIS SOUVENT À L'ARRÊT DÉBORDEMENT			
A APPRÉCIÉ LA FINESSE SOLEIL ANTIQUE	HOMME POPULAIRE POISONS PARALYSANTS		GRAND PAYS		CHIMÈRES	
	DEVANT LE GARÇON QUE L'ON MONTRE COULEUR		IMPÔT RÉCENT ADDITION ET SOUS-TRACTION		PETITS COURS ELLE TIRE SUR L'AVION	
MAÎTRE SPIRITUEL HINDOU DÉFRISER			ARTICLE DE PRESSE BIEN EXERCÉ			
			RELAX ELLE FAIT LITIÈRE			
BRAVER L'IN-CONNU	PRÉCIEUX PARÂÎTRE		OFFRE D'ACHAT MER INTÉRIEURE D'ASIE		ÇA RÉPARE UN OUBLI EN FIN DE LETTRE MÉTAL	
		MENA SA BARQUE		ANIMAL DES PLUS TRANQUILLES ALOURDI		PÉRIODES DE BONS ACHATS
MONCEAU	PARSEMÉS IL PARFUME LE GIGOT					
		C'EST ÇA, OU LÀ PRISON STYLE AU JAZZ			ENTRE DEUX POINTS DOUBLÉ, C'EST VITE	
PRÉFIXE QUI MULTIPLIE PAR DEUX DE SUITE	ARGILE POUR POTIER PRÉFIXE PRIVATIF		EXPLOSIF UTILISÉ LE 14 JUILLET POSSESSIF	SUBSTANCE HALLUCINOGENE À TRAVERS		RELEVÉ POSTAL
STYLE DE GYMNASTIQUE	RAIE CORNUE			LAC DES U.S.A.		
		EMPE-REURS RUSSES			SPORT D'ÉCOLE	

>FACILE

1	7	4	5			8		
	6	8	4		1		2	5
			6		8			
8		6	3	5	9			
		2				6		
			2	8	6	5		3
			1	7				
4	2		9		5	3	8	
		9			2	4	1	6

>MOYEN

	5	6		8		9	3	
	3	7	9				4	8
		9				5	2	
	8							5
			2		1			
	7							2
		3	5			4		
6	1				9	3	7	
	2	8		4		1	6	

>DIFFICILE

	1			8	9			
4		5		3				
3	2		5				7	
			3	6		4		9
	3			7			5	
5		4		1	2			
	5				6		1	4
					9		7	5
			7	5				8

MOTS CROISÉS N°019

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

>HORIZONTALEMENT

- Canards du jour.
- Recueille tous les suffrages. Qui n'en fait qu'à sa tête.
- Prêter main forte. Marque d'excès.
- Dieu gaulois. Obtiennent.
- Imite le cerf. Fruit sauvage.
- Vieille clé. Mouvement perpétuel.
- Beaucoup de bruit. Geste coté au jamboree.
- Joignit les deux bouts. Supprimai les accidents du terrain.
- Commune pour les Illibériens. Précieux auxiliaire.
- Danse espagnole à trois temps.

>VERTICALEMENT

- Avec leur arrivée, le cercle de famille s'agrandit vraiment.
- Canton suisse. Belle de nuit.
- Un grain passager. Dynastie chinoise.
- Bases de lancement. Titane. Cité sur la Bresle.
- Ressassa ses mauvaises pensées.
- Petit décibel. Guère arrosé. Ancienne unité d'irradiation.
- Faculté technique. Heureux.
- Qui n'en mène pas large. Plancher des vaches.
- Ils éclairent les magasins. Un sacré bout de temps.
- Durée d'une semaine, dans le déroulement d'une maladie.

MOTS À MOTS N°019

Pour chaque ligne, en regroupant et en mélangeant les lettres des deux mots de cinq et quatre lettres proposés, composez un troisième mot de neuf lettres.

- RECTO + POOL = P _ _ _ _ _ E
- CHERI + RANG = C _ _ _ _ _ R
- REPLI + ETUI = P _ _ _ _ _ E

SOLUTIONS DE LA SEMAINE PRÉCÉDENTE

MOTS FLÉCHÉS N°018

B	A	U	A	A	F						
M	O	I	S	L	A	S	C	A	R		
U	N	I	R	A	I	T	T	O	R	E	
V	I	C	E	G	R	E	S	I	L	D	
L	I	R	E	E	R	C	I	A	O		
U	L	S	T	E	R	C	L	O	N	E	
O	E	G	E	R	A	I	T	R	E		
M	N	E	N	S	T	E	S	T	E	S	
A	M	E	C	I	D	R	N				
W	A	T	E	R	L	O	O	C	I	T	A
R	T	T	E	N	N	U	I	E	F		
C	O	R	T	E	G	E	S	M	U	R	F
B	A	R	R	E	D	I	E	S	E	L	
T	A	I	E	S	T	O	N	E	C	U	
S	T	E	T	A	M	E	E	U	E		
L	E	S	E	P	U	E	H	U	E	R	

SUDOKU N°018

8	7	6	5	1	4	2	9	3
5	9	2	6	8	3	1	4	7
1	4	3	7	2	9	8	5	6
3	5	8	4	9	6	7	2	1
4	1	9	2	7	8	3	6	5
6	2	7	1	3	5	9	8	4
9	8	4	3	6	1	5	7	2
7	3	5	8	4	2	6	1	9
2	6	1	9	5	7	4	3	8

5	9	3	4	1	6	7	8	2
1	7	4	3	8	2	5	6	9
6	8	2	5	7	9	1	3	4
4	3	7	6	5	1	2	9	8
2	1	5	8	9	4	3	7	6
9	6	8	7	2	3	4	5	1
7	4	9	2	6	5	8	1	3
8	2	6	1	3	7	9	4	5
3	5	1	9	4	8	6	2	7

MOTS CROISÉS N°018

C	A	D	A	S	T	R	A	L	E
A	R	R	I	E	R	E	B	A	N
L	E	U	L	I	M	A	C	E	
E	N	R	E	P	E	T	E	R	
D	E	C	A	N	M	I	R	V	
O	E	D	I	T	O	S	A		
N	A	S	T	A	R	S	T		
I	L	L	E	E	T	A	I		
E	T	U	I	P	R	O	L	O	
N	O	T	R	E	S	P	I	N	

2	3	7	5	6	4	8	9	1
1	8	5	9	2	3	4	7	6
9	4	6	8	7	1	5	3	2
6	5	3	1	4	7	9	2	8
8	9	1	2	5	6	3	4	7
4	7	2	3	8	9	6	1	5
3	2	8	4	1	5	7	6	9
7	1	4	6	9	8	2	5	3
5	6	9	7	3	2	1	8	4

MOTS À MOTS N°018

1/ GROSSISTE - 2/ CASCADEUR - 3/ MÉMORABLE.

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

Gabriel Ondongo prend officiellement ses fonctions

Après la tenue de l'assemblée générale élective le 5 mars dernier, qui a mis en place les nouvelles instances chargées de conduire aux destinées du Parti congolais du travail (PCT) à Brazzaville, le conseil fédéral a procédé, le 20 mars, à la passation de consigne entre le président sortant, Gabriel Oba-Apounou, et le nouveau promu, Gabriel Ondongo.

« Le parti était organisé du haut jusqu'en bas. Au-dessus, il y avait un comité du parti, suivi d'un secrétariat qui avait permis l'installation des différentes sections dans les arrondissements, sans oublier le sous-comité du parti de l'arrondissement 6 Talangai », a indiqué Gabriel Oba-Apounou, qui a également présenté la situation des départements, tout autant structurés. « Cette organisation, a-t-il fait savoir, a permis le bon fonctionnement du parti dans les conditions telles que connues, ce qui a fait que le parti ait été porté haut jusqu'à ce jour. »

La tenue du congrès a aussi permis l'installation de comités, de fédérations. C'est donc dans ce cadre, a fait remarquer Gabriel Oba-Apounou, que s'était implanté le comité de Brazzaville. « Au moment où nous nous séparons de la direction du parti à Brazzaville, nous avons tenu à rendre compte de cette activité et de dire comment nous avons tra-

vaillé, tout en faisant l'état des lieux pour permettre aux nouveaux venus de prendre connaissance du travail que nous avons fait », a précisé le président sortant du conseil fédéral du PCT.

Pour sa part, Gabriel Ondongo a souhaité que l'ancien président, au nom de sa grande expérience, accompagne la nouvelle équipe qui arrive à la tête du conseil fédéral de la ville capitale.

Tel est aussi le sens du message de Jeanne Françoise Lékomba-Loumeto qui a déclaré : « J'espère que le travail sera fait de façon collégiale pour la bonne marche du parti ». Exprimant sa joie d'avoir présidé cette cérémonie, la déléguée du secrétariat permanent du bureau politique du PCT, a félicité le président sortant pour ses sages conseils à l'endroit de l'équipe entrante ainsi que pour la clarté des documents légués à la nouvelle équipe.

La cérémonie qui a eu pour cadre le siège communal du PCT, a connu la participation des membres du bureau politique ainsi que ceux du Comité central de cette formation politique. Faisant le bilan de son action, le président sortant du comité du parti de la ville de Brazzaville, Gabriel Oba-Apounou, a présenté devant l'ensemble des responsables, le tableau du comité du parti de la ville capitale.

Jean Jacques Koumbemba

CROIX-ROUGE CONGOLAISE

Lancement hier des activités du cinquanteaire

L'œuvre de la Croix-Rouge congolaise au service des plus vulnérables est jugée considérable au Congo. Pour ce faire, les cadres, secouristes et volontaires, sans oublier la présidente d'honneur, les représentants des partenaires et du ministère, se sont retrouvés, le 20 mars, autour du président national, pour une conférence-débat.

Le débat a permis de dégager un certain nombre d'objectifs à atteindre, à court, moyen et long termes. On notera la contribution à la préparation juridique des opérations internationales d'urgence comme l'a indiqué le président national de la Croix rouge, Christian Sedar Ndinga. Une évocation a été faite sur son parcours, sa mission humanitaire et son mandat au sein du mouvement de la Croix-Rouge et Croissant-Rouge.

La cérémonie a été marquée par plusieurs temps forts : tout d'abord les discours : celui de Peter Maurer, président du Comité International de la Croix-Rouge, lu par son chef de bureau au Congo, qui après avoir adressé ses vœux à tous les volontaires, membres et employés de la CRC, a félicité la société nationale pour son implication lors des différents conflits que le Congo a connus ainsi que sur l'accueil et l'assistance apportés aux réfugiés. Puis le message du représentant de la Croix-Rouge française, n'a pas manqué de souligner la collaboration étroite entre les deux socié-

tés nationales, qui permet de mettre en œuvre des projets de développement, mais aussi d'intervenir rapidement en cas d'urgence. Sur un autre ton et dans un langage empreint de courtoisie, le président national a livré son message et donné la nouvelle orientation de son action à la tête du CRC. Parlant de la 7^e assemblée générale, à travers de nouvelles orientations, il a fixé de nouveaux enjeux et défis à relever, qui entrent en adéquation avec les principales recommandations du Comité international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, comme l'une des batailles de son action. Pour tenir ce pari, la substance de ses missions se résume, entre autres, à répondre aux besoins du moment et mieux préparer aux actions pertinentes, permettant de relever les défis d'aujourd'hui et de demain ; à édifier une société nationale qui fonctionne bien et qui est profondément attachée à la qualité, l'excellence, la transparence, l'intégrité, la notion de durabilité et la bonne gouvernance ; à renforcer le cadre de coopération de la société nationale avec les autres partenaires, pour accroître l'impact de l'action humanitaire dans le pays. « Tenant compte de ce que le cadre d'action de Hyogo de 2005, appelle les États, notamment, à veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale, ce défi consiste à appeler le gouverne-

ment à examiner les lois et les politiques en vigueur pour intégrer pleinement les stratégies de réduction des risques liés aux catastrophes dans tous les instruments juridiques, politiques et de planification pertinents, afin de prendre en compte les facteurs sociaux, économiques, politiques et environnementaux, qui influencent la vulnérabilité des communautés face aux catastrophes », a indiqué, dans son discours d'ouverture, Christian Sedar Ndinga. La présidente d'honneur et le président national ont également enrichi l'auditoire par leurs contributions relatives aux choix et à la pertinence des thèmes traités. En effet, cette rencontre entre les animateurs et les journalistes présents à cette conférence, a suscité un grand moment d'échanges entre les deux parties. De nombreuses interrogations ont trouvé des éléments de réponses au jeu des questions-réponses.

Créée le 22 février 1964 à Brazzaville, sur la base de la loi de 1901 et des Conventions de Genève du 12 août 1949 auxquelles la République du Congo est haut contractant, la Croix-Rouge congolaise, au niveau national, est la principale organisation humanitaire, auxiliaire des pouvoirs publics en République du Congo. La CRC compte environ 14.000 cadres et volontaires, avec un riche vivier de plus d'une centaine d'experts dans différents secteurs de l'action humanitaire.

Guillaume Ondzé

BRIN D'HISTOIRE

Ministres et fils de ministres

Depuis quelques années, des fils d'anciens ministres ont fait leur entrée dans différents gouvernements de la République. Sans que l'on trouve à redire. À vrai dire, même involontairement, c'est un véritable progrès qui met en berne la suspicion pathologique des Congolais.

L'ancien ministre Pierre Ngouonimbanzari fit son entrée au gouvernement en 1970 en qualité de secrétaire d'État au développement, chargé de l'Agriculture. Son fils Josué-Rodrigue Ngouonimba est actuellement ministre du Tourisme et de l'Environnement. Guy Brice Parfait Kolélas est ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'État. Son père, Bernard Kolélas, incarna longtemps l'opposition au pouvoir marxiste sur une ligne de partage idéologique. Il était crédible, contrairement à l'opposition sociale-démocrate actuelle qui ferraille contre d'autres sociaux-démocrates au pouvoir. Inexplicable. En pleine guerre dite du 5 juin 1997, Bernard Kolélas est nommé Premier ministre, chef du gouvernement, le 8 septembre 1997, par le président Pascal Lissouba.

Serge-Blaise Zoniaba est ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi. Son pater, Bernard Zoniaba, est né à Souanké, en République du Congo. Enseignant de carrière, il fut membre du gouvernement, sous le président Masamba-Débat, par un décret du 28 octobre 1964, en qualité de secrétaire d'État à la présidence de la République, chargé de l'Information et de l'Éducation populaire et civique. Admis à la retraite, il se consacra à l'écriture. La Pygmédie, vraisemblablement un néologisme forgé pour les besoins du livre, vient d'être publié, à titre posthume, aux Éditions Métsio.

Les pygmées, ceux qu'on désigne aujourd'hui sous le vocable inapproprié de populations autochtones, sont, depuis la nuit des temps, au ban de la société bantoue. Leur sort préoccupe de plus en plus les pouvoirs publics. Mais avec cet euphémisme contreproductif, « populations autochtones », on stigmatise et on ostracise, sans le vouloir, ces habitants nomades de l'immense forêt de l'Afrique équatoriale, pygmées et fiers de l'être. Le livre de Bernard Zoniaba pose le problème des rela-

tions entre les Bantous et les pygmées. « La Pygmédie, comme l'écrit l'auteur, englobe, outre la majeure partie du Congo septentrional, le sud et le sud-est camerounais, l'extrême sud centrafricain, le nord, le nord-est et le sud-est gabonais. Les habitants de souche de la Pygmédie sont les pygmées ou pygmédiens. » La trame romanesque tourne autour de Demi Dakar, pygmée au service du préfet blanc à Impfondo. Il a le malheur d'être présent au cours d'une altercation entre Vaillant, le préfet, et son épouse. C'est ainsi qu'il apprend que Vaillant couchait avec la bonne au service du couple et, d'autre part, que sa femme profitait de ses absences pour entraîner le cuisinier dans la chambre conjugale. La vérité sort de la bouche des enfants. C'est Jean-Claude, le fils du couple, qui, innocemment, est à l'origine de ces révélations qui vont bouleverser la vie de la famille du préfet et celle de Demi Dakar. Pour éviter que cette information ne filtrât à l'extérieur, le préfet blanc molesta furieusement et copieusement le pygmée qui, pour se sauver d'une mort certaine, n'eut d'autre solution que la fuite. Le cuisinier lui, n'eut pas la

chance de Demi Dakar. Il fut abattu par le préfet.

À la manière d'un thriller, le roman de Bernard Zoniaba est nourri de rebondissements multiples qui montrent in fine que le pygmée n'en est pas moins homme, en dépit de l'ostracisme dont il est frappé par son voisin bantou. La Pygmédie est la chronique des relations tourmentées entre deux communautés qui vivent sur le même territoire sans vraiment se mélanger. Pour le Bantou, le pygmée est un être inférieur, méprisable, un cheptel corvéable à volonté. Pour ce dernier, le Bantou est instable, menteur et stupide. Au fond, on est toujours le pygmée de quelqu'un. C'est la leçon de ce livre de Bernard Zoniaba.

Revenons à notre sujet, ministres et fils de ministres, une réalité à laquelle nous ne prêtons même plus attention. Lorsque des fils de présidents sont devenus présidents en Afrique, l'opinion a décrié une succession dynastique. Aux États-Unis, Bush père président, Bush junior président : pas de commentaires sulfureux!

Mfumu